

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**lutte**  
**ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2260 - 25 novembre 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

## Espagne

**De la gauche  
à la droite...  
pour la même  
politique  
d'austérité !**

p. 3 et 8

## Crise de la dette

**Ce n'est  
pas aux  
travailleurs  
de payer**

p. 8

## Égypte

**Le pouvoir  
de l'armée  
contesté**

p. 16



**PSA, Banques, Areva**

**Licenciements en rafale avec  
l'accord du gouvernement**

p. 6

## SOMMAIRE

### Leur société

- p. 4 ■ Fait divers et démagogie de bas étage
  - Guéant fait de l'oeil à l'extrême droite
  - Projet de Front national : la fille vaut bien le père
- p. 5 ■ Spéculation sur la dette : les travailleurs appelés à payer
  - L'inactivité syndicale face à la crise
- p. 6 ■ PSA, BNP, Société Générale, Areva... licencient
  - L'effondrement de l'emploi intérimaire
- p. 7 ■ Avec Hollande à l'Élysée on se serrera encore la ceinture
  - Centrales nucléaires : défendre l'emploi d'abord
  - Presse : une liberté très surveillée
- p. 12 ■ Notation des enseignants
  - Imposer l'uniforme à l'école ?
  - Suicide d'un éducateur à Dunkerque
- p. 13 ■ Lycée Suger Saint-Denis
  - Travail en prison

### Dans le monde

- p. 8/9 ■ Espagne : l'effondrement électoral du PSOE
  - Grande-Bretagne :
    - Licenciements
    - L'austérité pour engraisser les possédants
  - Hongrie :
    - Sous la pression du capital financier
    - Chasse aux chômeurs et camps de travail anti-roms
- p. 10 ■ Syrie : malgré la violente répression, les manifestations continuent
  - Papouasie indonésienne : des mineurs en grève depuis un mois
- p. 11 ■ États-Unis : les contrats dans l'automobile
  - Madagascar : le travail des enfants
- p. 16 ■ Égypte : après la répression violente des manifestations

### Dans les entreprises

- p. 13 ■ Honeywell
  - Condé-sur-Noireau
- p. 4 ■ Fralib - Génevos
  - Air France
  - Aluminium Dunkerque
  - Rio Tinto
- p. 15 ■ Pépinières roseraies Georges Delbard - Malicorne
  - Sevenord - Valencienne
  - CASH de Nanterre

## • Des milliards de bénéfices pour les entreprises du CAC 40...

# ... Et les licenciements pour les travailleurs

Pour les trois premiers trimestres de 2011, le chiffre d'affaires des grandes entreprises françaises cotées à l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris, a augmenté de 5,6 %, atteignant la somme colossale de 976 milliards d'euros. Les bénéfices attendus pour l'année 2011 seraient aussi en hausse de 5,5 %, à hauteur de 87 milliards d'euros. Les actionnaires de ces sociétés sont donc assurés de toucher des dividendes au moins aussi élevés qu'en 2010, à l'exception peut-être des

actionnaires des banques et des sociétés financières.

Contrairement à ce que les patrons et le gouvernement veulent nous faire croire, les grosses entreprises se portent très bien. Même la crise financière de 2008 a à peine écorné leurs bénéfices qui s'élevaient en 2009 à 44,7 milliards d'euros. Et dès l'année suivante elles retrouvaient le niveau des bénéfices d'avant la crise, soit 82,5 milliards d'euros à comparer aux 88 milliards d'euros de 2007. Les actionnaires étaient

bien sûr les premiers servis et obtenaient en 2010, sous forme de dividendes, près de 40 % de ces sommes!

Derrière les fluctuations quotidiennes de l'indice CAC 40 dont les médias nous rebattent les oreilles, la vérité est que les caisses du patronat sont remplies, ce qu'il reconnaît d'ailleurs volontiers. Ainsi le PDG de PSA Philippe Varin s'est vanté des 11 milliards d'euros que le groupe avait en caisse... histoire de rassurer les investisseurs.

C'est sur ces milliards accumulés sur le travail des salariés qu'il faut prendre pour maintenir les emplois et augmenter les salaires. Car il est scandaleux de jeter à la rue des milliers de travailleurs et de réduire leurs familles à la misère quand des milliards sont versés à des actionnaires, comme la famille Peugeot, dont les membres gagnent deux millions d'euros par jour... à ne rien faire.

Cédric DUVAL

## • Ouverture de la LGV et suppression des trains corail

# Pour les seuls profits de la SNCF

L'ouverture de la nouvelle ligne LGV Rhin-Rhône à partir du 11 décembre ne fait pas que des usagers heureux. En effet, la SNCF en profite pour supprimer la ligne Corail entre Mulhouse et Paris et donc la desserte de gares desservies quotidiennement et utilisées par de nombreux voyageurs. En avril 2011 le gouvernement avait pris l'engagement de maintenir pendant dix-huit mois la ligne Corail à partir de l'ouverture de la LGV. Mais à l'approche du 11 décembre, le Conseil régional serait quand même

contraint de mettre en place des TER pour assurer la desserte des gares « abandonnées ». Ce seront des millions d'euros à la charge des contribuables de la Région même si celle-ci peut théoriquement faire prendre en charge en partie ces dépenses par l'État.

La SNCF attend de la nouvelle ligne LGV une rentabilité maximale puisque les voyageurs qui pouvaient aller de Paris à Mulhouse en Corail pour 56 euros devront payer jusqu'à 130 euros pour un billet LGV. Quant aux usagers de



l'ancienne ligne Corail ils n'auront que le choix... de la voiture pour arriver à bon port.

La ligne LGV : une ligne à

grande vitesse... pour le seul bénéfice de la SNCF.

C. D.

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière  
audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

## La leçon d'Espagne

Le gouvernement Zapatero en Espagne est le troisième gouvernement à être balayé en l'espace d'un mois en Europe.

Zapatero se disait socialiste et passait même pour un modèle parmi les dirigeants des différents Partis socialistes d'Europe. Il vient de subir un désaveu électoral cinglant de la part de l'électorat populaire durement frappé par la crise et écœuré par la politique du gouvernement.

Dans ce pays qu'on célébrait il y a quelques années pour sa réussite économique, le chômage frappe aujourd'hui une personne sur quatre, un jeune sur deux; des entreprises ferment, les chantiers du bâtiment qui fleurissaient partout sont arrêtés, trois cent mille familles ont été expulsées de leur logement ces trois dernières années et un million et demi sont dans la crainte de l'être.

Les mesures d'austérité du gouvernement s'ajoutent aux conséquences directes de la crise: gel des retraites, baisse des salaires des fonctionnaires, démolition des budgets sociaux.

Le «socialiste» Zapatero comme le «socialiste» Papandréou ont obéi aux injonctions des «marchés financiers», c'est-à-dire aux banquiers et au grand patronat, pour mener la même politique que les hommes de droite Berlusconi et Sarkozy. Une politique qui consiste à vider toujours plus les poches des classes populaires pour garantir au capital financier que ses prêts usuraires aux États seront remboursés, intérêts élevés compris, quoi que cela puisse coûter à la population.

Le constat que la gauche gouvernementale n'est pas meilleure que la droite et que l'alternance est un leurre, a poussé un grand nombre de jeunes en Espagne vers le mouvement dit «les Indignés». Indignés, ils ont toutes les raisons de l'être mais, face au capital financier et à la dictature de la classe capitaliste, il ne suffit pas d'être indigné.

Hier, gouvernement et médias nous répétaient que la crise en Europe, c'est la faute aux Grecs qui ne payaient pas leurs impôts et qui vivaient au-dessus de leurs moyens!

Aujourd'hui, on répète la même antienne pour l'Espagne. Demain, on nous la serinera à nous ici, en France, pour justifier les mesures d'austérité déjà prises et surtout celles, plus nombreuses, qui sont

encore à venir.

Alors, il faut que ce qui arrive à nos frères les travailleurs espagnols nous serve de leçon. Ils payent cher le constat que le changement de majorité parlementaire ne protège en rien le monde du travail.

Mais il y a une autre conclusion à tirer de la leçon d'Espagne. Il ne suffit pas de rejeter les deux camps de politiciens, tous les deux obéissants serviteurs des intérêts de la grande bourgeoisie et des banquiers. À l'indignation doit succéder la lutte consciente de la classe ouvrière pour défendre ses conditions d'existence, ses emplois, ses salaires, ses seuls biens, sans se laisser détourner par de fallacieux espoirs de changement.

En Espagne comme ici, en France, seules sont admises pour gouverner des équipes politiques qui représentent les intérêts de la classe bourgeoise. Toutes prétendent qu'il est impératif de rembourser les dettes qui ont été faites pour venir au secours du grand patronat et des banquiers. C'est un mensonge grossier destiné à justifier les prélèvements croissants du capital financier sur les classes populaires.

Dans un passé lointain, lorsque le Parti socialiste était encore socialiste et, un peu plus tard, le Parti communiste encore communiste, ces partis exprimaient les intérêts des travailleurs face à la bourgeoisie. Ces deux partis sont rentrés dans le rang depuis bien longtemps. Le Parti socialiste, flanqué ou pas du Parti communiste, est devenu un des partis menant au gouvernement le plus servilement la politique dictée par les capitalistes.

Si les travailleurs ne veulent pas en rester à la simple indignation, ô combien justifiée mais stérile, il leur faudra se donner un parti qui représente leurs intérêts, un parti des exploités, un parti qui oppose aux options politiques de la bourgeoisie une politique pour les classes exploitées, un parti qui n'abandonne pas le camp des travailleurs pour des strapons ministériels.

En cette période où la faillite du système capitaliste apparaît aussi clairement que l'irresponsabilité de ceux qui le dirigent, la renaissance d'un parti ouvrier qui a pour objectif ultime l'expropriation de la bourgeoisie, la disparition du profit privé et de l'exploitation, un parti communiste révolutionnaire est une nécessité vitale.

### • Massacre en Égypte

## Un nouveau régime qui ne vaut pas mieux que le précédent

(Communiqué de Nathalie Arthaud)

Bien que l'ex-dictateur d'Égypte Moubarak ait été poussé à la démission en février, la police a réprimé dans le sang les manifestations qui revendiquaient que les militaires cèdent le pouvoir à un gouvernement civil. Et les dirigeants de l'armée au pouvoir ont

osé affirmer que les manifestants tués l'ont été pour «sauvegarder le processus démocratique»!

Aucun problème n'a été réglé pour les classes populaires depuis le renversement de Moubarak – ni le chômage, ni la pauvreté, ni

même la liberté d'expression: une fois le dictateur parti, l'appareil d'État, la police, l'armée sont restés les mêmes. Cela a suffi aux grandes puissances impérialistes pour décerner un brevet de démocratie au nouveau régime. Mais compter sur l'état-major de l'armée

de Moubarak pour assurer des libertés démocratiques était évidemment un leurre: aucune liberté réelle n'est possible dans un pays ravagé par la misère et le pillage impérialiste.

Seul un régime impulsé et contrôlé par les exploités

eux-mêmes pourra s'attaquer réellement à ces problèmes. Le nouveau massacre de ce week-end, place Tahrir, est la confirmation tragique du fait que l'émancipation des peuples ne peut être que l'œuvre des peuples eux-mêmes.

Le 21 novembre 2011

# Fait divers horrible et démagogie sécuritaire de bas étage

**Le fait divers terrible du Chambon-sur-Lignon – le viol et le meurtre d'une collégienne – a relancé le débat sur la récidive et donné lieu, comme d'autres auparavant, à une exploitation politicienne.**

Sans aller jusqu'au cas Marine Le Pen qui a réclamé un référendum sur le rétablissement de la peine de mort, on a eu droit à toutes sortes de couplets à la tonalité plus ou moins sécuritaires et à une mobilisation, très préélectorale, du gouvernement.

Sarkozy s'est voulu discret, mais en faisant savoir qu'il était « ulcéré » et pointait du doigt

des « dysfonctionnements ». Fillon a convoqué un conseil spécial avec les ministres de la Justice, de l'Éducation et de la Santé, affirmant que la lutte contre la récidive était pour lui une « priorité absolue ». Il en est ressorti quelques mesures qui devraient être incluses dans le projet de loi de programmation pour la justice : une meilleure évaluation de la dangerosité des

criminels, une meilleure information entre les différents services de la Santé, de la Justice et de l'Éducation, et la demande systématique par les procureurs de placer le jeune suspecté de crime dans un centre éducatif fermé, libre ensuite au juge d'en décider.

Cela fera, depuis 2004, la septième loi sur la récidive : après, entre autres, la création d'un fichier de délinquants sexuels, les peines planchers, la rétention de sûreté après la prison pour les condamnés à plus de 15 ans – disposition

d'ailleurs retoquée par le Conseil constitutionnel. Cet empilement de mesures, généralement prises après des faits divers épouvantables, prouve à la fois leur inefficacité et le caractère essentiellement démagogique des discours gouvernementaux sur la sécurité.

En réalité la « priorité absolue » de Fillon ne va pas jusqu'à donner à la Justice, et en particulier à la prévention, les moyens nécessaires. L'Union syndicale des magistrats dénonce un « budget en trompe-l'œil » pour 2012, en particulier

pour la Protection judiciaire de la jeunesse qui va voir disparaître 106 emplois et dont les éducateurs, chargés chacun du suivi de vingt-cinq jeunes, ne peuvent faire face à l'ampleur de la tâche.

Empêcher complètement de telles tragédies est certainement très difficile, voire impossible. Mais si on ne craint pas d'entretenir une atmosphère nauséabonde, cela n'empêche pas de s'en servir pour aller à la pêche aux voix.

Sylvie MARÉCHAL

## Guéant fait de l'œil à l'extrême droite

À l'occasion d'un déplacement à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, le 17 novembre, six ans jour pour jour après la fin des émeutes qui ont secoué les banlieues en 2005, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a exprimé sa volonté de sanctionner les étrangers qui ne suivent pas les cours d'intégration.

« Quand il y a défaut avéré d'assiduité à nos programmes d'intégration », a dit le ministre devant des habitants et des élus, « notre droit prévoit des sanctions ». Cette situation concernerait environ 5 500 personnes qui ne suivent pas les cours de français, sur les 24 000 concernées par cette formation linguistique.

Les sanctions préconisées porteraient sur le renouvellement du droit au séjour ou sur l'augmentation du niveau de la taxe payée lors de ce renouvellement.

Cette déclaration, déjà choquante, a été suivie quelques jours plus tard par l'annonce du gouvernement de son intention de durcir, au

cours d'un éventuel prochain quinquennat de la droite, les conditions du mariage entre Français et étrangers.

Une série de déclarations qui s'inscrit dans la course entre l'UMP et le FN pour draguer les voix de l'électorat réactionnaire.

David MARCIL

## • Nouvelle-Calédonie

### L'assaut de la grotte d'Ouvéa en 1988

## La brutalité colonialiste de l'État français

Le film de Mathieu Kassovitz *L'ordre et la morale*, qui retrace l'assaut donné par le GIGN dans la grotte d'Ouvéa en mai 1988, est sorti dans les salles métropolitaines. Mais en Nouvelle-Calédonie, là où s'est déroulée cette attaque, les directeurs de salle hésitent à le programmer tant le sujet reste brûlant dans les mémoires.

La Nouvelle-Calédonie a beau être devenue un Territoire d'Outre-mer depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les descendants des anciens colons blancs, les Caldoches, arrogants et racistes, continuent à se comporter en maîtres de l'île. Ils concentrent entre leurs mains la richesse et le pouvoir, tandis que les Kanaks sont relégués dans les terres agricoles pauvres. Sur la base de ces inégalités sociales et raciales s'est développé dans les années soixante-dix un mouvement indépendantiste kanak dont le FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) est la principale composante.

Le 22 avril 1988, un commando du FLNKS attaquait une gendarmerie de l'île d'Ouvéa, tuant quatre hommes, avant de se retirer dans une grotte en emmenant le reste des gendarmes avec eux. Cela se passait deux jours avant le

premier tour de l'élection présidentielle, Mitterrand étant alors président et Chirac son Premier ministre. Sept cents hommes des unités d'élite furent envoyés sur place pour quadriller l'île. Dans la tradition colonialiste, Chirac présenta les ravisseurs comme des « sauvages qui tuent à l'arme blanche » ; il ne répondit pas aux demandes de négociation du responsable du commando. Voulant apparaître comme un homme fort à quelques jours du scrutin, il laissa le champ libre aux militaires pour préparer l'assaut. Le feu vert de Mitterrand était indispensable pour cette opération militaire, et celui-ci l'accorda sans états d'âme.

L'assaut, brutal, dans la tradition des répressions coloniales menées par l'impérialisme français, eut lieu le 5 mai 1988. Deux gendarmes et dix-neuf indépendantistes furent tués, dont trois au moins après



la fin de l'attaque, mais une douzaine avaient une balle dans la tête en plus de blessures diverses sur le corps, ce qui peut laisser supposer une exécution sommaire. Les cadavres, ficelés, trainés à terre, furent emportés à l'aéroport de Nouméa où ils restèrent deux jours entassés dans un hangar.

Les accords de Matignon qui furent signés le 26 juin 1988 entre le gouvernement de Michel Rocard et les dirigeants indépendantistes contenaient une loi d'amnistie s'appliquant à tous les protagonistes, prétendument dans un but

d'apaisement, mais qui avait surtout le mérite de couvrir les agissements des militaires français.

Pour des raisons de cuisine électorale, les plus hautes autorités de l'État ont autorisé les exactions commises par des militaires formés, lors des guerres coloniales de la France, à réprimer dans le sang toute volonté d'indépendance des peuples. Ce qui s'est passé à Ouvéa demeure, plus de vingt ans après les faits, un sujet sensible que les dirigeants aimeraient voir rester dans l'ombre.

Marianne LAMIRAL

## • « Projet » du Front national

### La fille vaut bien le père

Avec Marine Le Pen, on annonçait un cours nouveau par rapport à la politique menée par le père à la tête du Front national. On nous disait que toutes ses attentions allaient être portées vers les plus pauvres, ceux qui souffrent de la crise, des bas salaires, du chômage, de la précarité, du mal-logement.

Dans la présentation de son programme, le 19 novembre, elle a cependant déversé le même flot d'ignominies que son père : la « priorité nationale » aux Français pour l'attribution d'emplois, d'aides sociales, de logements ; les allocations familiales réservées « aux familles dont un parent au moins est français ou européen » ; la suppression du regroupement familial et celle aussi de la possibilité de régularisation des clandestins ; l'interdiction des manifestations de soutien à ces mêmes clandestins, etc.

Bref, l'ennemi est donc cité. Les boucs émissaires sont désignés en la personne des étrangers, qui seraient les responsables de la situation dramatique réservée aux classes pauvres. Il s'agit de détourner la colère vers la guerre entre pauvres, Français contre immigrés, pour le plus grand profit des patrons qui eux, ont droit aux attentions du Front national.

S. G.

## • La spéculation sur la dette

# Les travailleurs appelés à payer

La crise de la dette souveraine – c'est-à-dire la spéculation sur la dette des États – est en train de s'étendre à la plupart des pays de la zone euro. Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, et dernièrement l'Italie, c'est au tour de la France d'être sur la sellette. Le « spread » – autrement dit l'écart de rendement entre les obligations allemandes et françaises qui est, pour les marchés financiers, le baromètre de la spéculation – a commencé à croître rapidement, ce qui veut dire qu'il y a de plus en plus de détenteurs d'obligations françaises qui les revendent alors qu'il y a de moins en moins d'acheteurs.

Le 18 novembre, le fameux spread atteignait 2 %, ce qui, selon la presse, est son niveau record depuis la création de l'euro. Le spread diminua ensuite légèrement : le 22 novembre, le taux des obligations sur dix ans s'est établi à 3,55 % pour la France et à 1,95 % en Allemagne, soit un spread de 1,6 %. Il faut savoir qu'une hausse de taux de 1 % entraîne pour le budget un surcoût de 3 milliards d'euros.

Le 21 novembre, l'agence de notation Moody's a adressé au gouvernement français un nouvel avertissement. Cette hausse du coût de sa dette d'une part, la révision en baisse des perspectives de croissance économique d'autre

part, rendant « plus difficiles à atteindre les objectifs de réduction des déficits », pourraient, selon l'agence, avoir des « conséquences négatives » sur la note de la dette du pays, autrement dit, lui faire perdre le fameux triple A.

François Baroin, ministre de l'Économie, s'est voulu rassurant, affirmant que « le niveau actuel des taux correspond à des conditions de financement qui sont très favorables » et que « tout est mis en œuvre pour répondre aux objectifs que nous avons fixés ». De son côté, Valérie Pécresse, ministre du Budget, a assuré qu'il n'y aurait pas de troisième plan d'économies budgétaires, car il « faut surtout ne pas prendre des mesures

qui plongeraient le pays dans la récession ». C'est pourtant ce que le gouvernement a fait, et continue à faire.

Pour « rassurer les marchés » – les riches investisseurs, les spéculateurs, etc. – un premier plan de 12 milliards d'euros « d'économies » étalées sur deux ans (2011 et 2012) avait été décidé en août. À l'époque François Baroin et Valérie Pécresse étaient, comme aujourd'hui, montés au créneau pour affirmer, pratiquement avec les mêmes mots, que tous les engagements du gouvernement seraient tenus et que les objectifs de baisse du déficit seraient, grâce au nouveau plan, atteints dans les délais prévus.

Pourtant, un deuxième plan était annoncé, le 7 novembre dernier, donc moins de trois mois après le premier, sous prétexte de tenir compte de la baisse des prévisions de croissance pour 2012. Les économies à réaliser se montaient, cette fois, à 65 milliards d'ici 2016. Dans les jours qui ont suivi, le commissaire européen aux affaires économiques invitait la France à prendre « des mesures supplémentaires pour

corriger son déficit excessif ».

C'est donc encore pour « rassurer les marchés » que Fillon a annoncé alors l'instauration d'un quatrième jour de carence d'indemnités maladie dans le privé, et d'un jour chez les fonctionnaires. Et ce n'est certainement qu'un début.

Tout porte à croire que l'intensification de la pression des marchés financiers, des spéculateurs, sur la dette de l'État français, va se traduire comme à chaque épisode par un nouveau train de mesures d'austérité. La seule incertitude porte sur leur forme : s'agira-t-il d'un nouveau plan – ce serait le troisième – ou d'une succession de mesures échelonnées dans le temps pour mieux faire passer la pilule ? Jusqu'à maintenant, la proximité des élections

**Les capitalistes et les banquiers sont les seuls responsables de la crise.**

**À eux de la payer, pas aux travailleurs.**



présidentielles a sans doute retenu Sarkozy d'imposer en France des mesures d'austérité aussi violentes que celles qu'il a contribué à imposer à la Grèce. Il s'en est assez vanté. Mais ce n'était que partie remise. Face aux « marchés » – c'est-à-dire face à ses propres amis – Sarkozy n'est pas maître du calendrier.

Jean-Jacques LAMY

## • L'initiative commune des confédérations

# Inaction syndicale face à la crise

Face aux attaques du gouvernement annoncées depuis cet été, bien des militants syndicaux, des travailleurs combatifs espéraient une réponse des centrales syndicales et un appel un peu consistant pour affirmer le refus de payer la crise en lieu et place de ceux qui en sont responsables.

Les confédérations syndicales, cette fois unies, y compris FO, ont annoncé leur volonté de ne pas laisser passer les derniers mauvais coups et d'en appeler aux travailleurs. Une réunion s'est donc tenue à cet effet le 18 novembre, et elle a débouché sur... un appel à ne rien faire. Il n'y aura rien en dehors, stipule le communiqué officiel, d'aller « interpellé le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1<sup>er</sup> au 15 décembre », avec « un temps fort le 13 décembre ». Et sur quelles revendications les stratégies syndicales demandent-ils à des délégations d'aller pleurer auprès des patrons, du gouvernement, des élus ? Pour « obtenir d'autres solutions ». Lesquelles ? Personne n'en sait rien.

Déjà l'initiative précédente des centrales syndicales, le 11 octobre, n'avait rien eu de

mobilisateur, aussi bien sur le contenu des revendications avancées que sur les modalités d'action. Mais cette fois-ci, si elles voulaient démontrer à tous, à leurs propres militants et à l'ensemble des travailleurs qu'elles ne veulent rien faire, elles ne s'y seraient pas prises autrement. D'ailleurs, pour qu'il n'y ait aucun malentendu, Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, a tenu à marteler à la radio le 22 novembre qu'il n'y aurait ce 13 décembre « ni grèves ni manifestations », ajoutant que les travailleurs n'attendaient pas des actions mais des explications.

En se comportant de la sorte au moment où la crise s'amplifie et avec elle la volonté du gouvernement de faire payer la population, les centrales syndicales ne ripostent évidemment pas au niveau où il le faudrait. Mais plus grave encore, elles apportent une

caution politique aux responsables des agressions contre le monde du travail : le patronat et le gouvernement. Cette inaction choisie, ces délégations auprès du patronat, du gouvernement, des élus pour avoir des « explications » reviennent à dire que les travailleurs n'ont rien à attendre de leur action propre et qu'ils doivent s'en remettre à la bonne volonté des élus pour faire « quelque chose ».

En fait, la seule conclusion non dite est qu'il faudrait s'en remettre aux prochaines élections. Mais ceux qui postulent à exercer le pouvoir dans la prochaine période sont tous d'accord pour préserver les intérêts de la classe capitaliste et donc, pour ce faire, s'attaquer au monde du travail. Les dirigeants des centrales syndicales, en fait, font d'avance allégeance à ce même programme.

Les travailleurs, les militants attachés sincèrement à la défense de leurs camarades de travail sont donc prévenus. Cependant, personne, aucune déclaration ni aucune



Une manifestation au sujet des retraites. Quand les syndicats se mobilisaient les travailleurs ont répondu présents.

manœuvre ne pourront empêcher l'explosion sociale en gestation. Il s'agit de s'y préparer et de préparer les travailleurs à lutter et à gagner les futurs

combats pour garantir l'emploi, les salaires et les pensions de tous.

Paul SOREL

• **PSA, BNP, Société Générale, Areva...**

## Ils licencient en rafale avec l'accord du gouvernement

**À peine le groupe PSA Peugeot-Citroën avait-il annoncé la suppression de 6 800 postes de travail en Europe, dont 5 000 en France, que BNP Paribas en annonçait 2 000 autres au total dont près de 500 sur le territoire national.**

Puis, la Société Générale a parlé de mille suppressions d'emplois, « voire plus » ; puis, une dépêche AFP a révélé que le groupe nucléaire Areva s'approprierait à supprimer entre 2 700 et 2 900 emplois dont 1 000 à 1 200 en France. En quelques jours, voilà qui fait (et c'est sans compter les dizaines d'entreprises qui égrènent quotidiennement leurs prévisions de licenciements) plus de 12 000 emplois en moins ! Pourtant, qu'il s'agisse de PSA, de la BNP, de la Société Générale ou d'Areva, tous sont de très grands groupes industriels ou bancaires qui ont affiché en 2010 des bénéfices chiffrés en milliards d'euros.

Campagne électorale oblige, le président de la République a fait mine de s'échauffer. « Prenons garde – a-t-il avisé les industriels – à ne pas considérer que les emplois sont une variable d'ajustement. » Et le 17 novembre, il a même convoqué à

l'Élysée Philippe Varin, le patron de PSA, pour discuter du plan de suppression d'emplois baptisé « plan d'amélioration de la compétitivité du groupe ». Résultat de la rencontre ? Un communiqué dans lequel il est annoncé pour les salariés de PSA dont l'emploi est supprimé « un dispositif social exemplaire comportant un plan de formation et un traitement individualisé », et pour les intérimaires... « un accompagnement » !

De même le patron d'Areva a été convoqué par le ministre de l'Économie Baroin, le 22 novembre. Il se serait engagé à ce qu'il n'y ait « aucune suppression de postes, aucun plan de départ volontaire et aucun impact sur les sites français. » Une promesse qui durera peut-être six mois jusqu'à l'élection. Peut-être moins.

Dans tout cela, ceux qui n'ont que leur travail et leur salaire pour vivre ne comptent

pas pour grand-chose. Mais le Parti socialiste n'est pas en reste. Ainsi Pierre Moscovici, député PS du Doubs où un millier d'emplois sont menacés sur le site de Peugeot Sochaux, et par ailleurs directeur de campagne de François Hollande pour la présidentielle, n'a vu dans l'annonce de 6 800 suppressions d'emplois par le patron de PSA qu'une « erreur de communication ». Et, a-t-il déclaré à l'intention de Philippe

Varin : « Quand on fait une erreur de communication, on la rectifie, on reprend le dialogue car il faut rassurer et assurer l'avenir. La direction de PSA doit communiquer pour stabiliser la situation. »

Licenciez si vous voulez mais surtout communiquez. C'est donc tout ce qu'il faudra attendre du président Hollande s'il remplace Sarkozy ?

Sophie GARGAN

• **Areva annonce des licenciements**

### Ça la fiche mal !

**L'Agence France Presse a fait connaître l'information selon laquelle Areva, premier groupe nucléaire dans le monde, envisageait de supprimer 2 700 à 2 900 emplois.**

Ainsi, au moment où les ténors de l'UMP reprochent au PS et aux Verts de brader le nucléaire avec leur accord brinquebalant, voilà que ce serait Areva – c'est-à-dire l'État – qui y supprimerait dès maintenant des emplois. L'État est en effet directement, ou par

le biais de sociétés publiques, propriétaire de 87 % du capital d'Areva. Et c'est l'État qui avait précédemment fixé un « objectif d'amélioration de la rentabilité » devant se traduire par 500 millions d'euros d'économies et des suppressions d'emplois allant avec.

Dès la publication de cette annonce de l'AFP, Areva l'a donc démentie et le ministre de l'Économie François Baroin a convoqué le nouveau patron d'Areva, Luc Oursel, afin de présenter les choses d'une autre façon. Attention donc, il n'est plus prévu de

suppressions de postes en France, mais il y en aurait bien en revanche à l'étranger : 1 000 à 1 200 peut-être ; essentiellement en Allemagne et en Belgique.

Areva emploie environ 48 000 personnes dans le monde, dont 28 000 en France. Son chiffre d'affaires a progressé de 6,7 % en 2010, son carnet de commandes atteint 44 milliards d'euros et son bénéfice en 2010 atteignait 883 millions d'euros.

L'entreprise, en dépit de « l'effet Fukushima », se porte

plutôt bien. Elle est même très présente, pour se mettre au goût du jour, dans le secteur des éoliennes implantées en mer. Il n'y a donc aucune raison pour qu'elle supprime des emplois. Et le fait que ce soit en Allemagne, en Belgique plutôt qu'en France ne change rien à l'affaire. Aucun salarié, où qu'il se trouve, ne doit subir la rapacité d'une direction, qu'elle soit privée ou publique, qui comme tous les patrons considère l'emploi comme une « variable d'ajustement ».

André VICTOR

• **L'effondrement de l'emploi intérimaire**

## 20 000 travailleurs jetés à la rue en trois mois

Si l'aggravation du chômage est sensible dans tout le pays, c'est sans doute la situation de l'emploi intérimaire qui est la plus révélatrice. En effet, les licenciements initiés dans le cadre de plans sociaux officiels représentent à peine 10 % des fins de contrats d'intérim, qui ne sont en fait rien d'autre que des licenciements. Ainsi, les statistiques officielles sur l'évolution de l'emploi salarié en France au troisième trimestre 2011, qui viennent d'être publiées, indiquent 19 700 postes de travailleurs intérimaires en moins dans cette période.

Les régions industrielles sont particulièrement touchées par des licenciements massifs. Les services officiels s'étonnent d'ailleurs que les demandes d'indemnisation de chômage partiel n'aient pas augmenté dans le même temps. Cela veut simplement dire que les patrons et leurs dirigeants d'entreprises ont choisi en priorité de



mettre des dizaines de milliers de salariés à la rue sans rien leur devoir. Et, faut-il ajouter, sans que dans bien des cas ces travailleurs puissent prétendre à la moindre indemnisation quelque peu durable du chômage, car ayant épuisé leurs maigres droits en ce domaine ou n'en ayant pas.

Pour les patrons, supprimer ainsi un emploi, rien de plus facile. Il suffit d'un simple coup de téléphone à la maison d'intérim pour que, dans la journée ou au plus tard quelques jours après, le travailleur se retrouve dehors, sans ressources.

Aujourd'hui, la grande majorité des embauches passe par

l'intérim, et au mieux par des contrats à durée déterminée. Alors, ce sont tous les travailleurs, y compris ceux qui sont intérimaires ou précaires, qui doivent être protégés contre les licenciements et voir leur emploi et leur salaire garantis.

Paul SOREL

### Gouvernement des «marchés»

« Les marchés ont eu la tête de Silvio Berlusconi. Ils ont fait pression sur le jeu démocratique. C'est le troisième gouvernement qui saute à leur initiative pour cause de dette excessive. (...) Mais à terme, les citoyens se révolteront contre cette dictature de fait. »

Qui est le contestataire, auteur de cette analyse ? Jean-Pierre Jouyet, nommé par Sarkozy à la tête de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en 2008. Cet aveu, un peu original pour un serviteur de l'État et du gouvernement, est sans doute lié à ses sympathies affirmées aujourd'hui pour François Hollande.

Jean-Pierre Jouyet est passé par tous les gouvernements de Jospin à Sarkozy et est considéré comme un expert. Alors, s'il prévoit la révolte...

S. M.

## • Avec Hollande à l'Élysée

### On se serrera encore la ceinture

Une conseillère du candidat François Hollande a déclaré qu'il envisageait un effort de 50 milliards d'euros de redressement budgétaire supplémentaire sur la période 2012-2013, afin de réduire le déficit public de 5,7% en 2011 à 3% en 2013.

Les deux tiers proviendraient de « mesures fiscales » qui ne sont pas précisées, si ce n'est une annulation du « paquet fiscal » de 2007 qui de toute façon était déjà prévu par le gouvernement actuel, et un tiers viendrait d'économies, dont on ne précise pas quels secteurs elles toucheraient.

Et la même conseillère d'indiquer: « On est un peu tôt dans la campagne pour donner des éléments précis, mais notre ligne est qu'il faut évidemment continuer un contrôle des dépenses extrêmement strict ». Ce qui revient à dire que Hollande s'inscrit dans la ligne définie par l'équipe Sarkozy-Fillon.

Pour réaliser ces économies, l'accent serait mis sur le redressement des comptes de santé, en mettant notamment les consultations médicales à contribution.

Une fois le déficit ramené à 3% du PIB fin 2013, le PS compterait mener une politique de croissance et équilibrer les comptes publics d'ici 2017, de manière à consolider le triple A de la France auprès des agences de notation, ou de permettre de « retrouver cette note si elle était dégradée ».

Quant aux 60 000 emplois supplémentaires annoncés par Hollande dans l'Éducation nationale, ils seraient compensés par des départs en retraite ailleurs, si bien que le nombre de fonctionnaires n'augmenterait pas. Encore faudrait-il savoir si les services utiles seront au moins maintenus, mais surtout améliorés, ce qui impliquerait non pas des postes en moins mais au contraire des postes en plus.

À force de souligner ce qu'ils appellent leur sens des responsabilités, les dirigeants du PS montrent surtout qu'ils sont bien plus sensibles aux pressions des marchés financiers, c'est-à-dire des banquiers, qu'aux préoccupations des travailleurs.

David MARCIL

## • Centrales nucléaires

### Défendre l'emploi d'abord

La direction des Verts et celle du Parti socialiste ont joué une comédie pitoyable, se jetant au visage le nombre des centrales nucléaires que les uns et les autres fermentaient s'ils dirigeaient le gouvernement alors que, de toute évidence, la seule chose qui les préoccupait était d'arriver à un accord... sur le partage des sièges de futurs députés.

Dans cette foire d'empoigne où la droite n'a pas tardé à s'inviter, chacun a pu constater comment PS, Verts et UMP se contrefichaient de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

On les entend ces politiciens se disputer pour savoir s'ils vont promettre (ce qu'ils feront est une autre affaire) de fermer 20%, 30% ou 50% des centrales d'ici 2025, ou encore de toutes les fermer au plus vite, ou « seulement » de fermer certaines, telle celle de Fessenheim. Mais qui les a jamais entendus dire que, derrière ces chiffres, il y a des milliers d'hommes et de femmes qui travaillent là? Et plus encore, aucun n'a dit comment il ferait, si on fermait telle ou telle centrale nucléaire, pour que pas un seul de ceux qui y travaillent, ou dont l'emploi en dépend, ne se retrouve au chômage.

Même si ces politiciens promettaient de telles choses,

on n'aurait aucune raison de leur faire confiance. Mais ils ne font même pas semblant de promettre quoi que ce soit. Au mieux, si l'on ose dire, ils laissent entendre que les emplois perdus dans le nucléaire seraient remplacés par ceux que créeraient les « énergies renouvelables ». Quand, à quel rythme, dans quelles régions, avec quelles garanties, à quel niveau de salaires? Au Moyen Âge, on aurait répondu: Dieu y pourvoira... Aujourd'hui, de la part des politiciens se piquant d'écologie, c'est en substance: compte là-dessus et bois de l'eau (de source).

Sur France Inter, mardi 22 novembre, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a apporté son soutien au projet PS-Verts de réduction du nombre des centrales, tout en devant reconnaître que, à Fessenheim, la section CFDT s'opposait à la fermeture du site.

Et en effet, de nombreux travailleurs ne donnent pas carte blanche à des politiciens, même soutenus par des pontes syndicaux, pour mener au gouvernement une politique dont ils paieraient les conséquences.

Plus tôt les travailleurs pourront placer sous leur contrôle la société pour la réorganiser de façon socialement

plus juste, et plus respectueuse de l'environnement, mieux ce sera. Mais d'ici là, les travailleurs n'ont qu'une chose à eux: leur emploi. Et partout, nucléaire compris, ils ont le droit moral et l'obligation vitale de le défendre contre tous ceux qui, patronat et politiciens à son service, le menacent.

Pierre LAFFITTE



Des salariés devant la centrale de Cattenon.

## • Presse

### Une liberté très surveillée

Un article paru le 14 novembre dans le quotidien économique *La Tribune* affirmait, en pleine polémique politique sur le nucléaire entre les Verts, le PS et la droite: « EDF se prépare à abandonner le modèle EPR », celui de la super-centrale de Flamanville. Et il précisait qu'EDF, tout en défendant publiquement l'EPR, « travaille avec Areva et les Chinois à un nouveau réacteur ».

Mécontente, la direction d'EDF a aussitôt retiré son budget publicitaire à *La Tribune*. Comme elle est l'un de ses principaux annonceurs, cette mesure de rétorsion se solde par un manque à gagner pour ce journal évalué à 80 000 euros d'ici à fin décembre.

Ce cas n'est pas isolé. En septembre dernier, en pleine affaire du Mediator, un journaliste médicale avait relaté sur RTL comment le groupe Servier, qui produisait ce médicament dangereux, avait pendant des années obtenu de

son journal, dans lequel il faisait de la publicité, de pouvoir relire, censurer, voire réécrire tous les articles concernant le Mediator. Et il y a quelques années, on avait appris comment le groupe LVMH, leader mondial de l'industrie du luxe et un des premiers annonceurs de ce pays, avait puni *Le Nouvel Observateur* en le privant de 230 000 euros de publicité à cause d'un article évoquant un projet bancaire de LVMH tombé à l'eau.

Les ventes ne représentent guère plus de la moitié des recettes de la presse écrite. Le reste provient de la publicité, principalement de gros annonceurs. Ces derniers, tels EDF, les marques automobiles, les groupes pharmaceutiques, les banques, les compagnies aériennes, les grands noms du luxe, les géants de la distribution, etc., ne manquent donc pas d'arguments sonnants et trébuchants pour se faire entendre des rédactions. Et cela même quand, par exception, on ne retrouve pas ces très grands groupes capitalistes aux

postes de commande, en tant qu'actionnaires, des sociétés qui possèdent la quasi-totalité des titres de presse, et plus largement des médias.

Dans le cas de la presse magazine spécialisée (auto, moto, mode, immobilier, beauté...), la plupart des publications s'apparentent à des catalogues financés par les annonceurs, destinés à orienter le lecteur vers l'achat de leurs produits. S'agissant des quotidiens gratuits, leur existence même n'est possible que parce que la publicité les finance intégralement. Quant à la grande presse d'information, les déboires récents de *La Tribune* le rappellent: ou elle file doux, ou elle risque de se retrouver sur la paille, privée de manne publicitaire.

Alors, si la grande presse commerciale se dit libre, elle est surtout libre de dire ce qui convient à ceux qui détiennent les cordons de la bourse: ses actionnaires et les grosses sociétés qui contrôlent ses revenus via la publicité.



P. L.

• Espagne

## L'effondrement électoral du PSOE

Comme tout le monde le prévoyait, en Espagne, c'est le Parti populaire (le PP) qui a rafilé la mise aux élections législatives anticipées du 20 novembre. Avec 186 députés sur 350, ce parti de droite, conservateur et foncièrement antiouvrier, obtient la majorité absolue aux Cortes, nom des chambres parlementaires en Espagne.

Mariano Rajoy, le nouveau président du gouvernement, a désormais les coudées franches pour mener une politique totalement au service des banquiers et des capitalistes, dont il dit qu'ils sauront redresser l'économie s'ils ont les mains libres pour imposer toujours plus de sacrifices aux classes populaires.

Cette victoire, le PP ne la doit pas essentiellement à une montée spectaculaire de ses voix. Les 542 000 voix supplémentaires qu'il recueille par rapport aux dernières élections de 2008 montrent qu'il a fait le plein des voix de son électorat traditionnel, mais qu'il n'a pas attiré les voix qui se portaient sur les socialistes du PSOE. En revanche le PSOE perd près de 4 millions et demi de voix par rapport à 2008, et passe de 43,64% à 28,73% des suffrages ! Et c'est ce désaveu de millions de travailleurs face à la politique menée par les dirigeants du PSOE qui constitue le fait marquant de ce scrutin.

Avant ces élections, dans les milieux populaires, beaucoup disaient qu'ils ne voulaient plus de Zapatero ni de son remplaçant à la tête du PSOE, Rubalcaba. Ces électeurs de gauche déçus se sont pour une partie abstenus (les abstentionnistes sont 700 000 de plus qu'en 2008). Beaucoup (1 million) aussi ont voté blanc ou nul. Ils ne voulaient pas voter « Rubalcaba », contraction des noms des numéros Un de ces deux partis. D'autres encore ont voté pour d'autres partis, le plus significatif étant le vote pour Izquierda Unida, la Gauche Unie – regroupement d'ex-communistes et d'écologistes se situant à gauche du PSOE – qui gagne plus de 700 000 voix, passant de 3,80% à 6,92% des suffrages.

Le discrédit du PSOE au gouvernement était tel que Rajoy n'avait plus qu'à attendre, martelant sur l'existence de

plus de cinq millions de chômeurs, sur la dégradation de la situation économique, réussissant ainsi à en dire le moins possible sur les mesures qu'il entend prendre. C'était un chantage à la peur d'un effondrement et d'une débâcle économique si les rênes de l'État restaient aux mains des incapables qu'étaient selon lui Zapatero, Rubalcaba et leurs semblables. Mais Rajoy, qui se prétendait le futur champion de la lutte contre le chômage et la crise, ne se privait pas de déclarer à la veille du scrutin qu'il faudrait pour y parvenir « faire des coupes partout, sauf dans les retraites » et surtout ne pas empêcher le patronat de licencier si c'était nécessaire pour que l'économie s'assainisse et reprenne vie.

Dans toutes les régions gérées par le Parti Populaire, qui avait rafilé la mise aux dernières élections locales, on a pu mesurer le vrai visage de la politique du PP qui ne cesse de saccager les services publics, en particulier l'école et la santé.

Rajoy et les siens préparent de nouvelles attaques contre les classes populaires. Ils chercheront à satisfaire leur électoral réactionnaire en s'en prenant aux quelques mesures de liberté qu'avaient prises les socialistes, en particulier concernant les droits des femmes. Ils flatteront les militaires et les curés...

Heureusement, par ailleurs, diverses réactions de militants de gauche et d'extrême gauche n'expriment pas une démoralisation. Et c'est important car les classes populaires, le monde du travail, gardent au lendemain de ces élections leur force intacte. Il leur faut se donner les moyens de défendre leur avenir par leurs luttes, dans les entreprises, les quartiers, dans la rue, avec une tout autre efficacité qu'avec les bulletins de vote.

Hélène GRILLET

• Grande-Bretagne

## Quand les licenciements deviennent, par définition, « fondés »

Si un projet de loi actuellement en discussion en Grande-Bretagne est adopté, les salariés perdront de fait tout recours juridique en cas de licenciement abusif, conformément à ce que réclame le patronat depuis des mois.

Le Premier ministre conservateur, David Cameron, a tenu à apporter son soutien personnel au projet au nom, a-t-il eu le culot de dire, de la nécessité de briser les « obstacles à la création d'emplois ». Selon lui, les patrons n'embaucheraient pas parce qu'ils auraient peur de ne pas pouvoir se débarrasser des « travailleurs sous-productifs » !

Ce projet supprimerait les indemnités de licenciement prévues par la loi (à ce jour entre 2,5 et 7,5 jours par année d'ancienneté, suivant l'âge). Ces dernières seraient remplacées par une « gratification » facultative, dont le montant serait déterminé

« d'un commun accord » avec l'employeur, sans minimum légal, donc à la bonne grâce du patron.

Surtout, le patron n'aurait plus à fournir de motif de licenciement sous quelque forme que ce soit. Et c'est là le pire aspect de cette loi car, dans les faits, sous une apparence anodine, cela implique que les travailleurs perdraient le seul recours dont ils disposaient contre les licenciements abusifs, celui de porter plainte auprès d'un « tribunal de l'emploi ».

Ces tribunaux, présidés par un juge professionnel assisté d'un représentant patronal désigné par l'équivalent anglais du Medef et d'un représentant désigné par la Confédération syndicale TUC, ont un rôle d'arbitrage dans les conflits concernant le contrat de travail. Ils peuvent attribuer des indemnités à un plaignant (avec un plafond de 27 000 euros) mais pas prononcer leur réintégration, par exemple, ni même imposer des pénalités à un patron qui ne paierait pas ces indemnités.

Cela fait déjà un certain temps que dans bien des entreprises on assiste à des licenciements en rafale sous les prétextes les plus futiles requalifiés en « fautes graves », à l'encontre de travailleurs dont le

gouvernement Cameron a déjà restreint l'accès à ces tribunaux par une loi récente qui a fait passer de un à deux ans l'ancienneté nécessaire pour pouvoir y avoir recours, excluant d'un trait de plume plus de 3 millions de salariés. De surcroît, à partir de 2012, il faudra payer 270 euros rien que pour déposer une plainte et 1 100 euros si le tribunal, ayant décidé que la plainte est recevable, accepte de l'entendre en audience.

Or, même à supposer qu'un travailleur licencié dispose de ces sommes, le projet de réglementation sur les licenciements aurait pour effet de rendre irrecevable toute plainte pour licenciement abusif. Car le salarié licencié ne pourra plus justifier sa plainte faute d'une preuve du motif invoqué par son employeur.

seul crime est d'avoir suffisamment d'ancienneté pour avoir un salaire un peu supérieur à la moyenne. Ainsi, la compagnie assurant la maintenance des voies de chemins de fer a récemment licencié des travailleurs employés depuis de nombreuses années. Le prétexte est qu'ils n'auraient pas obtenu suffisamment de points dans un test écrit sur les mesures anti-terroristes qu'ils appliquent eux-mêmes depuis les attentats de Londres de juillet 2005 !

Ce projet de loi, qui ramènerait les droits des travailleurs à ce qu'ils étaient au début des années 1960, est évidemment conçu pour ouvrir la porte à une multiplication d'abus de ce genre de la part du patronat. À un moment où le chômage s'accroît rapidement, il constitue une véritable provocation envers les travailleurs.

François ROULEAU

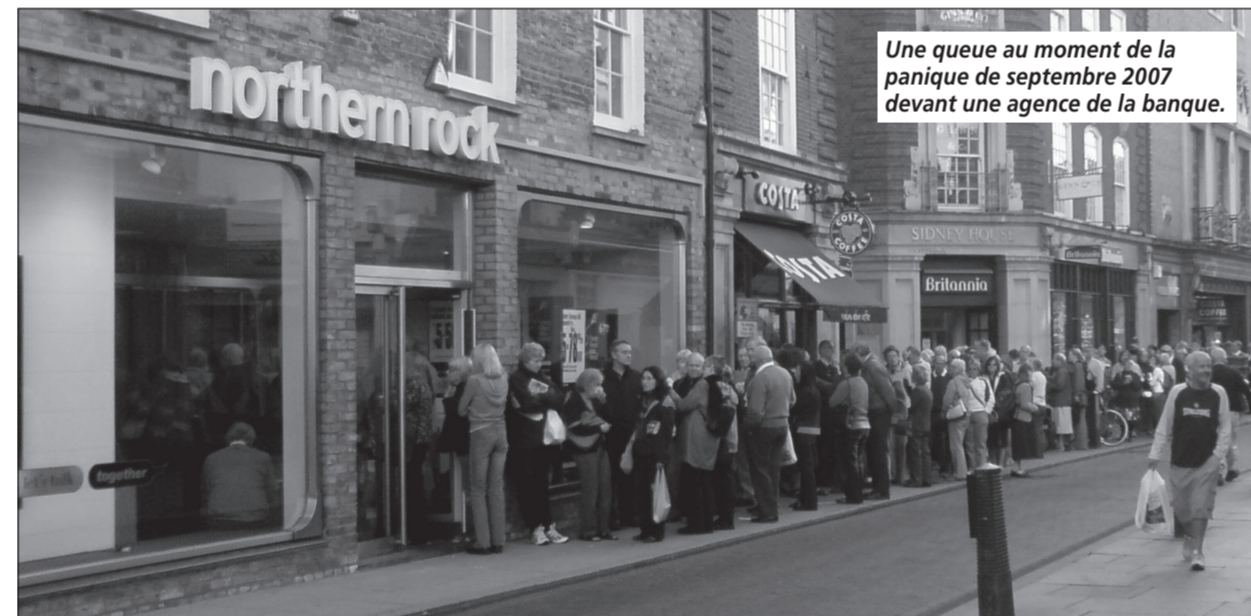
## L'austérité pour engraisser les possédants

Northern Rock, la première banque nationalisée de la crise, vient d'être privatisée par le gouvernement Cameron dans une opération qui fait scandale en Grande-Bretagne.

En septembre 2007, cette banque britannique de second plan avait été la première à être menacée de faillite par le volume colossal de ses dettes, entraînant un début de panique bancaire. Elle avait d'abord bénéficié des largesses de la Banque d'Angleterre, avant d'être finalement nationalisée à contrecœur par les travaillistes, en février 2008. Il en avait coûté à l'État la bagatelle de 1,6 milliard d'euros.

À l'époque, le premier ministre travailliste Gordon Brown avait juré ses grands dieux que le Trésor Public recouvrerait chacune des livres dépensées aux frais du contribuable pour couvrir les dettes de la banque et rembourser les actionnaires. Promesse qui avait été reprise avec la même emphase par le gouvernement actuel lors de son élection en 2010.

Depuis, les deux-tiers du personnel de la banque ont été licenciés. Puis elle a été coupée en deux : une partie, « pourrie », a conservé 57 milliards d'euros de prêts probablement irrécupérables ; une autre partie, « saine », a conservé le label de la banque et les 18 milliards d'euros de ses



déposants.

C'est cette dernière partie qui vient d'être privatisée et rachetée par le groupe Virgin du milliardaire Richard Branson.

Déjà, la somme de 860 millions d'euros encaissée par l'État pour cette vente en fait un bradage sans précédent. Mais il y a plus. En réalité, le consortium de Branson ne paiera même pas cette somme, mais à peine la moitié. Le reste viendra de « synergies » que Branson compte réaliser en fusionnant Northern Rock avec sa propre banque, Virgin Money. En d'autres termes, ce sont les salariés qui paieront de leurs emplois les emplettes de Branson !

En tout cas, le bilan pour les caisses publiques n'en reste pas

moins une perte sèche supplémentaire de plus de 700 millions d'euros, sans parler de celles à venir, liées à la partie « pourrie » de Northern Rock qu'il n'est pas question de privatiser, bien sûr.

Sans doute ne s'agit-il là que d'un exemple parmi bien d'autres de ce qu'a réellement été le sauvetage du système bancaire, la nationalisation de ses dettes tandis que ses profits restaient aux mains des mêmes actionnaires. Sauf qu'à la différence de ce qui s'était passé pour les autres banques, pour lesquelles tout s'était déroulé derrière l'écran opaque des opérations de la Banque d'Angleterre, la privatisation de Northern Rock a fait apparaître au grand jour à quel point la bourgeoisie peut tirer les

marrons du feu de la crise, avec l'aide des politiciens.

Et peut-être, après tout, Cameron se mordra-t-il les doigts d'avoir aidé son ami Branson à faire une aussi bonne affaire. Car le 30 novembre, jour où doit avoir lieu une grève nationale du secteur public prévue de longue date à l'appel de la plupart des syndicats, bien des travailleurs risquent d'avoir envie de dire leur colère d'apprendre que les « économies », prétendument destinées à combler le déficit public et faites aux dépens de leurs retraites, de leurs emplois et de leurs salaires, ne servent en fait qu'à remplir les poches d'un Branson !

F. R.

• Hongrie

## Sous la pression du capital financier

Comme bien d'autres pays de l'Union européenne, la Hongrie est sous la pression des marchés, c'est-à-dire du grand capital financier et industriel. Le gouvernement de l'ultraconservateur Viktor Orban vient de faire, contraint et forcé, une demande de prêt au FMI ; demande qu'il s'était toujours refusé à faire depuis son arrivée au pouvoir en 2010, renonçant même à la dernière tranche d'un prêt accordé à l'ancien gouvernement.

Les prédécesseurs sociaux-démocrates avaient appliqué sans sourciller les plans dits d'ajustements structurels voulus par le FMI, entraînant une forte baisse des salaires et du niveau de vie de la majorité de la population, ainsi qu'une importante montée du chômage dans le pays. Cette réalité, fatale aux sociaux-démocrates, avait permis à la démagogie nationaliste de Viktor Orban de remporter haut la main les

élections d'avril 2010.

Depuis, le gouvernement jouait sur une ambiguïté qui ne trompait personne. Dans le même temps où il instaurait une minuscule taxe sur les banques qui pratiquent des taux d'intérêts exorbitants, toute sa politique était en faveur des classes riches de Hongrie. Mais même cette démagogie n'a pas été supportée par les financiers qui, via

leurs agences de notation, ont fait savoir que l'environnement économique hongrois était devenu « imprévisible... à cause de certaines décisions budgétaires qui auront des effets négatifs sur la croissance ». Étaient visées les « mesures contraignantes aux règles de l'Union et prises sans consultation préalable avec les secteurs concernés, comme l'imposition des banques et les taxes extraordinaires sur les sociétés d'énergie, de distribution et de télécommunications » ; des secteurs contrôlés en grande partie par les principales puissances impérialistes d'Europe et d'Amérique.

Et pour que les choses soient claires, l'Union européenne vient d'adresser un

avertissement à la Hongrie, ainsi qu'à plusieurs petits pays européens, et parle même de renforcer les contrôles sur leurs budgets nationaux.

Le nationalisme virulent de Viktor Orban ne peut ni ne veut s'opposer aux exigences du grand capital. Sa surenchère ultra conservatrice et xénophobe n'est là que pour flatter les comportements et les préjugés les plus arriérés. Se présentant comme un rempart contre l'étranger ou ce qui est « non magyar », sous entendu les juifs, les communistes et les Roms, Orban oublie volontairement la dictature du capital dont il est un des représentants.

Georges LATTIER

## Chasse aux chômeurs et camps de travail anti-roms

Le 1<sup>er</sup> septembre en Hongrie, la durée maximum du versement des allocations chômage est passée de 270 à 90 jours et leur montant qui était de 120 % du salaire minimum est passé à 100% de ce salaire minimum, dont le montant est d'environ 300 euros.

Seule la moitié des salariés hongrois a un contrat à durée indéterminée. L'autre moitié, soit plus de 3,5 millions de personnes, n'a pas accès à un emploi stable. Plus d'un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et la majorité des Hongrois ne survit qu'en cumulant plusieurs emplois.

Les chômeurs en fin de droits basculent dans une extrême pauvreté, bénéficiant seulement d'une maigre aide sociale. Ils représentent un tiers de la population, dont la moitié vit avec moins de 170 euros par mois.

Le nouveau dispositif permet désormais de lier le versement des aides à une obligation de travailler gratuitement, dans des services publics, dans l'agriculture, mais aussi pour les associations religieuses et dans certains cas pour des entreprises privées ! La MAV, société de chemin de fer, fait désormais nettoyer gratuitement ses gares dans la région touristique du lac Balaton. À terme, ce dispositif est censé toucher 300 000 personnes.

Ce travail obligatoire, qui

figurait dans le programme du parti d'extrême droite Jobbik, a été repris par la droite nationaliste. Dans certains cas, les chômeurs doivent accepter de se déplacer à plusieurs heures de chez eux. Hébergements de fortune et activités se font sous la garde de policiers à la retraite. En réalité, ce sont les Roms qui sont majoritairement visés par ces mesures insupportables. Pour l'instant, un millier de bénéficiaires d'allocations chômage travaillent sur ces chantiers.

Après s'être rendu sur le site de Gyönggyöspata, village où récemment encore l'extrême droite paradait contre les Roms, un responsable du « Mouvement des droits civiques hongrois » a décrit les conditions de travail indignes et l'absurdité de ces chantiers : « Avant d'arriver sur le lieu de travail, les personnes doivent parcourir environ 7,5 km. Elles enchaînent dix heures de travail sur la journée. Elles nettoient un terrain boisé en vue de la construction de résidences pour la classe aisée. Les outils semblent tout droit sortis du XIX<sup>e</sup> siècle : on travaille à la faucille ! Il n'y a rien à disposition : pas d'eau, pas de toilettes, pas d'abri contre le soleil, pas de protection contre les guêpes... C'est humiliant. Le dirigeant du chantier, du parti d'extrême droite Jobbik, n'a pas hésité à brusquer une dame de 58 ans à demi paralysée pour qu'elle aille plus vite. La paye est de 180 euros bruts mensuels, pour un travail qui aurait pu

être fini en une après-midi par des tracteurs. »

L'ouverture à l'Occident et l'entrée dans l'Union européenne ont été présentées aux

Hongrois comme le début d'une ère nouvelle. Mais le capitalisme réhabilité en Hongrie verse dans la barbarie.

E.T.





• **Syrie**

## Malgré la violente répression Les manifestations continuent

**Malgré la répression qui aurait fait plus de 3 500 morts depuis neuf mois, les manifestants continuent de braver l'armée syrienne et réclament toujours le départ de Bachar Al-Assad. À ces morts s'ajoutent de nombreuses arrestations et disparitions. On compte aujourd'hui, selon les sources, entre 15 000 et 30 000 prisonniers politiques détenus dans des conditions effroyables, à la merci de leurs gardiens, torturés et parfois assassinés sans que leurs proches soient informés.**

Un homme arrêté peut être torturé à de nombreuses reprises par les différents services de renseignements – il y en a dix-sept dans le pays. Autant dire que ces prisonniers sont soumis à l'arbitraire le plus total.

Dans ces conditions, le fait que les manifestations perdurent montre à quel point le régime est honni. Les manifestants syriens sont encouragés par les événements en Égypte, en Tunisie et même en Libye.

Certains mettent leurs espoirs dans les déserteurs de l'armée de Bachar Al-Assad. Depuis deux mois en effet, les désertions se multiplient. Malgré le risque d'être exécutés par leurs officiers ou par les éléments de la sécurité militaire qui les encadrent, des militaires, écœurés de devoir tirer sur des civils sans défense – parfois des enfants –, ont déserté de plus

en plus nombreux dès le début de la répression, en mars. Ils seraient environ 15 000 à avoir intégré l'Armée syrienne libre

(ASL), qui fédère leurs forces. Mais cette petite armée doit faire face aux 200 000 hommes de Bachar Al-Assad et ne peut compter que sur une désagrégation de l'appareil militaire.

Les déserteurs de l'armée syrienne, de plus, sont sans perspectives politiques claires, ils refusent en leur sein tous les partis, et se déclarent neutres. Ils proposent de limiter leur rôle à la protection des manifestants

et demandent à l'ONU de décréter une zone d'exclusion aérienne afin de protéger de nouveaux déserteurs et les opposants au régime.

Par contre, les dirigeants impérialistes craignent aujourd'hui de voir la guerre civile s'étendre à toute la région. Les régimes occidentaux, au-delà de condamnations purement verbales, ont laissé faire Bachar Al-Assad car ils lui sont

reconnaissants d'avoir joué un rôle non négligeable dans la stabilisation de la région, au moins par le maintien d'un certain statu quo. Mais ils se demandent aussi maintenant s'il ne serait pas nécessaire de miser sur un nouveau cheval, et surtout si un tel cheval existe. Dans tous les cas, ce n'est certes pas l'intérêt de la population pauvre de Syrie qui les guide.

Aline URBAIN

## Les calculs intéressés des voisins d'Assad

**La Ligue Arabe a, à plusieurs reprises ces dernières semaines, pris ses distances avec le régime de Bachar Al-Assad, l'exhortant à cesser le massacre de ceux qui contestent la dictature. Tout en sachant que sa demande lui sera refusée, elle a demandé à pouvoir envoyer des observateurs sur le terrain.**

La Ligue Arabe réunit aujourd'hui des États gouvernés par des dictatures comme celles d'Arabie Saoudite ou de Jordanie. L'Arabie Saoudite notamment s'est illustrée récemment en envoyant des

renforts militaires au Bahrein contre les manifestants qui s'opposaient au régime. Mais les régimes voisins de la Syrie n'ont pas intérêt à voir ce pays s'enfoncer dans la situation actuelle où la répression est impuissante à faire cesser la contestation, risquant de déboucher sur une véritable guerre civile porteuse de possibilités de contagion. Ces régimes peuvent craindre, à terme, le développement de la contestation dans leur propre pays. D'où leur intérêt à ce que la situation se règle le plus vite possible en Syrie.

L'attitude de la Turquie, qui lâche aussi le régime de Bachar Al-Assad, n'est cependant

pas tout à fait sur le même plan. Ces dernières années, le gouvernement d'Erdogan est apparu comme un allié et un soutien de Bachar Al-Assad. Mais l'affaiblissement de ce dernier, qui a longtemps joué un rôle central dans le maintien d'une certaine stabilité au Proche-Orient, offre à la Turquie l'opportunité de remplacer le dictateur syrien dans ce rôle. En tout cas cela l'amène à tenter de prendre des assurances sur le régime qui pourrait remplacer celui de Assad. La Turquie pourrait ainsi conquérir une position maîtresse qui lui permettrait de prendre le pas sur d'autres puissances régionales comme

l'Arabie Saoudite. D'où ses prétentions de plus en plus affirmées à jouer les arbitres, proposant la création d'une zone tampon à la frontière de la Syrie et de la Turquie, en appuyant l'idée que l'opposition syrienne soit légalisée.

La population syrienne en lutte contre la dictature n'a rien à attendre de ces manœuvres. Les puissances voisines, tout comme d'ailleurs les puissances impérialistes, plus lointaines, ne cherchent nullement à l'aider, mais à s'assurer que, dans l'avenir, elles maintiendront ou accroîtront leur influence politique en Syrie et dans toute la région.

A. U.

• **Papouasie indonésienne**

## Pour leurs salaires et leurs conditions de travail Des mineurs en grève depuis deux mois

**La Papouasie, partie occidentale de l'île de Nouvelle-Guinée, est une province indonésienne depuis son annexion forcée en 1963. Elle est riche en or, cuivre, uranium, nickel, huile, bois et gaz naturel. L'or et le cuivre sont pillés par un géant minier nord-américain, Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. Depuis le 15 septembre, quelque 8 000 travailleurs, en majorité des mineurs, d'une filiale de ce groupe, Freeport Indonesia, sont en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail. La répression a déjà fait huit morts parmi les grévistes, mais la grève continue.**

Depuis 1990, Freeport Indonesia exploite 24 000 salariés dans ce qui est la plus grande mine de cuivre et d'or au monde. Le cuivre représente 80 % des profits de Freeport-McMoRan mais la majorité des mineurs ne gagnent qu'un euro de l'heure.

Au début du conflit, les grévistes exigeaient que leur salaire de base passe de 1,50 dollar à 30 dollars de l'heure. Par la suite, ils ont proposé de s'en tenir à 4 dollars, mais la direction ne leur a proposé que 35 % d'augmentation, ce qu'ils ont

rejeté. Les grévistes dénoncent aussi des conditions de travail très difficiles car la mine d'or est située entre 3 200 et 4 200 mètres d'altitude.

Le gouvernement indonésien est entièrement du côté du patron de Freeport, car c'est le premier contribuable de l'archipel. En outre, l'État indonésien détient 9 % de Freeport Indonesia.

Si la multinationale paye des salaires de misère, elle dépense des millions de dollars pour la sécurité de son complexe industriel. Des forces

militaires et policières indonésiennes se disputent ce marché de la sécurité, allant jusqu'à s'entretuer pour décrocher un contrat. Depuis 1990, Freeport a fait abattre plusieurs travailleurs combattifs. Et ce sont ces mêmes « forces spéciales » qui ont tué pendant ce conflit.

Depuis les premiers affrontements, les négociations sont en panne, la mine est arrêtée et ses accès bloqués par les grévistes. 230 000 tonnes de minerai d'or et 150 000 tonnes de minerai de cuivre sont en attente. La perte quotidienne est estimée par Freeport à 19 millions de dollars depuis le début de la grève.

Pour justifier ses bas salaires, la direction prétend qu'une partie de ses gains alimente le budget de la région, mais les grévistes dénoncent le nombre insuffisant d'écoles et de centres de soins. Les travailleurs papous soulignent aussi le fait qu'ils touchent



La Papouasie indonésienne constitue la province d'Irian Jaya.

moins que leurs collègues africains ou australiens et ne reçoivent ni augmentation ni promotion.

Les grévistes sont déterminés à faire aboutir leurs revendications mais aussi à dénoncer les « nouveaux meurtres » dont Freeport est responsable.

En attendant, cette grève, qui contribue à faire flamber les cours de l'or et du cuivre, fait des émules au Pérou. Les travailleurs de la mine de

cuivre de Cerro Verde, elle aussi contrôlée par Freeport-McMoRan, sont en grève pour des augmentations de salaire. La direction de la multinationale paye ainsi le fait d'avoir claironné qu'elle avait « réalisé en 2010 les meilleurs résultats financiers de son histoire ». Un résultat qui est d'abord dû à l'exploitation des travailleurs du trust, qui exigent à juste titre leur part.

Jacques FONTENOY

## • États-Unis

# Les contrats dans l'automobile : mensonges, intimidation et coercition

Cet article est traduit du bimensuel américain *The Spark*, publié par l'organisation trotskiste américaine du même nom, dans son numéro du 31 octobre 2011.

De nouveaux contrats viennent d'être signés à General Motors, Ford et Chrysler. Les patrons s'extasient : « C'est le contrat le moins coûteux depuis des décennies ». Les agences de notation ont immédiatement remonté la note de Ford et de GM qui ont annoncé leur intention de recommencer à verser des dividendes en 2012.

Pour la première fois depuis 1953, General Motors a gelé les pensions des retraités. Et à peine l'accord conclu, Chrysler a annoncé un profit trimestriel de 212 millions de dollars qui s'ajoutent au magot de 27 milliards de dollars qu'il détient avec Fiat.

Les travailleurs à Ford, GM et Chrysler ont accepté des sacrifices très importants en 2009, sacrifices qui devaient être provisoires, pour aider des entreprises « au bord de la faillite ». Mais les contrats de 2011 entérinent ces sacrifices comme des sacrifices permanents.

### Une campagne d'intimidation

Pour obliger les travailleurs à accepter de tels reculs, les responsables de l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile, ont lancé une campagne destinée à effrayer les travailleurs en recourant aux mensonges, semant le trouble, se livrant à l'intimidation et à la fraude. Les patrons n'avaient qu'à laisser leur « partenaire » syndical peser sur le vote.

Les hauts bureaucrates racontèrent les pires horreurs sur les conséquences qu'aurait un vote négatif. À GM et Chrysler ils racontèrent que si on recourait à un arbitrage, le médiateur supprimerait la prime de signature, ce que les journalistes s'empressèrent de répéter. À Ford, ils menacèrent de mettre immédiatement les travailleurs en grève avec le risque qu'ils obtiennent au bout du compte un contrat encore plus mauvais.

Les responsables syndicaux locaux ont repris à leur

compte ces histoires et ont rajouté des mensonges aux mensonges. Ils prétendirent que le médiateur chez Chrysler diminuerait les salaires horaires de quatre dollars. Dans les usines Ford, ils racontèrent que les ouvriers passeraient Noël au piquet de grève autour des braseros, en regardant passer les briseurs de grève embauchés par Ford, et qu'ils ne pourraient pas payer les traites de leur maison ni de leur voiture.

### Les bureaucrates s'assurent du vote

Les responsables syndicaux ont adapté les règles électorales et les procédures du vote à la situation. Dans les usines Rouge de Ford, le vote a été étalé sur neuf jours, les responsables remontant les chaînes, faisant pression sur chaque ouvrier, procédant au vote avec des récipiens non scellés en guise d'urnes, rendant impossible de contrôler le scrutin. Dans d'autres usines, le vote a été organisé un dimanche, limitant ainsi le nombre de votants.

Dans un dernier coup de force impudent, le président de l'UAW, King, a décidé que le vote NON des ouvriers professionnels de Chrysler n'avait pas lieu d'être. En effet, King a déclaré que la raison pour laquelle ils avaient refusé le contrat n'était pas liée aux gros reculs qui étaient imposés aux ouvriers professionnels ! En conséquence, il déclara le contrat adopté en dépit du vote des professionnels et des règles du syndicat en la matière. (...)

### Les travailleurs ne sont pas dupes

Tout a été fait pour persuader les travailleurs qu'ils n'avaient pas le choix. Pourtant, avant que la campagne d'intimidation ait eu un impact, les premiers votes chez tous les trois constructeurs montrèrent que la première réaction des travailleurs était de rejeter le contrat. (...)

Après les premiers votes NON, la bureaucratie de

l'UAW se mit en branle du haut en bas. Il y eut quelques délégués élus au niveau local qui furent à contre-courant, résistèrent honorablement, dirent la vérité, dénoncèrent les mensonges et encouragèrent les syndiqués à résister aux pressions et à la contrainte. Il y eut des ouvriers du rang qui firent de leur mieux pour relayer les efforts de ces quelques délégués. Le résultat de ces efforts fut que les votes furent serrés, bien plus que ne le sont d'habitude les votes sur les contrats.

C'est important car un refus massif peut avoir un impact à l'avenir. En 2009, les ouvriers de Ford avaient voté contre une nouvelle série de sacrifices que la direction voulait imposer comme GM et Chrysler l'avaient fait. Ce n'est donc pas par hasard que la direction de Ford a offert cette fois aux travailleurs des primes se montant au total à 11 750 dollars, alors que GM ne donnait qu'un peu plus de la moitié de cette somme et Chrysler seulement 1 750 dollars. Le directeur de la fabrication chez Ford, John Fleming, a déclaré ensuite aux journalistes : « Nous avons toujours su qu'il nous faudrait donner un peu plus d'argent à nos ouvriers pour obtenir la ratification ».

### Se préparer pour la prochaine attaque

(...) La principale arme utilisée contre les travailleurs a été la peur – la peur de l'inconnu. Il n'y a pas eu de vraie grève nationale depuis 1976. Les travailleurs n'ont pas l'expérience de la puissance qu'ils représentent quand ils passent à l'action ensemble.

La plupart des travailleurs n'ont pas été dupes de ce contrat. Ils savaient que c'était un accord pourri. Mais ils ont besoin de prendre confiance dans leurs propres forces et dans leur pouvoir de rejeter à la face des bureaucrates les mensonges et les accords pourris.

Seule une forte minorité y était prête cette fois-ci – mais cela peut faire toute la différence à l'avenir.

## • Madagascar

# Le travail des enfants un fléau qui se développe

L'article suivant est extrait de l'édition du 24 octobre du mensuel *Le Pouvoir aux Travailleurs*, publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI).

[...] Selon certaines ONG, il y aurait environ deux millions d'enfants qui travaillent à travers le pays. Certains travaillent dans le secteur minier, d'autres « participent » aux côtés des adultes dans les usines. Dans les zones rurales de la périphérie de la capitale Antananarivo, des enfants sont très nombreux à accomplir certaines tâches au sein des briqueteries et des parcelles de plantations de légumes maraichers. Des enfants

Au sommet de ce secteur reconnu comme étant prospère, des fortunes se bâtissent. À tel point que des gros bonnets sont suffisamment riches pour faire des va-et-vient par avion entre Madagascar et les États-Unis, grand pays consommateur, où ils négocient cette précieuse denrée à des prix leur permettant de dégager des bénéfices substantiels.

Les autorités ferment les yeux sur leurs méthodes d'enri-



travaillent également aux côtés de leurs parents à produire du gravier en concassant des blocs de pierre à coups de marteaux à la seule force de leurs bras.

Le travail des enfants n'est pas un phénomène qui date d'aujourd'hui. Cela ne le rend pas pour autant « pardurable », surtout pour les patrons qui au final en bénéficient.

Cependant, d'année en année, ce phénomène prend de l'ampleur. À des degrés variables, de nombreux secteurs économiques tirent de grands profits du labeur des petites mains enfantines. C'est le cas par exemple dans la filière vanille, où Madagascar est l'un des premiers producteurs au monde. Dans ce secteur, les enfants travaillent au sein d'entreprises dites mandataires, et ce sont les mandataires qui font les frais des coups de colère des enfants et des adultes lorsque les conditions deviennent trop dures.

chissement, surtout parce que ces gens-là ont des relations haut placées, c'est-à-dire le bras suffisamment long pour ne pas être trop inquiétés.

Des ONG internationales, en liaison avec leurs partenaires dans le pays, essaient comme elles le peuvent de soustraire quelques enfants à ces différentes formes de travail lorsque celles-ci empirent. Sur les deux millions d'enfants qui, selon des chiffres officiels, sont exploités, certaines ONG qui mènent des actions dans des régions reculées disent avoir réussi à en retirer quelques milliers pour les réinsérer dans le système éducatif qui lui-même n'existe parfois que de nom. Un chiffre dérisoire par rapport à l'ampleur du phénomène. Elles-mêmes reconnaissent que sans moyens de subsistance durables pour les parents, une grande partie de ces enfants basculent à nouveau dans l'enfer de la lutte pour la survie.

## • Notation des enseignants

# Au mérite, c'est-à-dire à la tête du client?

**Le gouvernement concocte un projet de réforme de la notation des enseignants, qui reposerait entièrement sur l'appréciation du chef d'établissement.**

Actuellement, la note se décompose en deux parties : les chefs d'établissement donnent une note sur 40 prenant en compte l'assiduité, la ponctualité, etc., tandis que les compétences pédagogiques sont évaluées sur 60 par des inspecteurs de la matière enseignée. La rapidité de la promotion, et l'augmentation de salaire qui en découle, dépendent donc prioritairement de la note pédagogique.

Ce système a certes des limites. Les inspecteurs ne jugent les enseignants que sur un seul cours, une fois tous les cinq-six ans, voire tous les dix ans. En outre, ils ne sont pas assez nombreux pour remplir entre-temps leur mission d'aide pédagogique de façon efficace et pour bien connaître le travail accompli par les enseignants qu'ils évaluent.

Partant de ce constat, le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel en arrive à la conclusion... qu'il faut supprimer le corps des inspecteurs et que la note, donc l'avancement, ne doit dépendre que du chef

d'établissement, censé mieux connaître ses professeurs. C'est la porte ouverte au favoritisme et à la notation à la tête du client. En outre, quelles compétences un chef d'établissement aura-il pour juger qu'un enseignant transmet correctement des connaissances aux élèves sur des matières qu'il ne maîtrise pas ou ne connaît pas du tout? Dans le meilleur des cas, lorsque lui-même était professeur avant de devenir principal ou proviseur, son expérience se limitait à l'enseignement d'une matière. Mais maintenant, de plus en plus de chefs d'établissements ne sont même pas passés par cette voie et de toute façon, ce que le gouvernement attend d'eux est d'être

de « bons gestionnaires », c'est-à-dire d'être capables de gérer la pénurie de moyens et de personnel en faisant en sorte qu'il n'y ait pas de vagues.

Cette nouvelle notation s'accompagne d'une modification de la grille d'évaluation qui fera qu'un enseignant bien noté mettra vingt-six ans au lieu de vingt pour atteindre le dernier échelon.

L'argument suprême avancé par Luc Chatel est de dire qu'il n'y a pas de raison de faire différemment du privé, où les chefs notent leurs employés. Mais, outre toutes les réserves que l'on peut faire sur les notations dans le privé, qu'attend-on d'un enseignant? De figurer

au livre des records pour avoir corrigé un maximum de copies ou pour le bon taux de réussite aux examens, sachant que celui-ci ne sera pas le même dans les lycées chics de centre-ville que dans ceux de ZEP?

Une fois de plus, à défaut d'investir dans l'éducation, le gouvernement utilise de façon sournoise la vieille démagogie consistant à opposer les salariés du privé à ceux de la fonction publique qui bénéficieraient d'un prétendu privilège.

Pour dénoncer entre autres ce projet de la note « au mérite », les syndicats enseignants appellent à une journée de grève le jeudi 15 décembre.

Marianne LAMIRAL

À quand les élèves en uniforme et les profs notés par les directeurs?



## • Imposer l'uniforme à l'école?

# Un faux débat qui ne masque pas les inégalités sociales

**En dix ans, entre 1997 et 2007, le nombre d'élèves en difficulté a augmenté, révèlent différentes enquêtes publiées par l'Insee. Un élève sur cinq est « faible en compréhension de l'écrit » à l'entrée en sixième, alors qu'il n'y en avait qu'un sur dix en 1997.**

Dans le même temps, le nombre d'élèves se situant dans les niveaux supérieurs est passé de 10 % à 7 %. Les plus touchés sont les jeunes des zones d'éducation prioritaires, c'est-à-dire issus des quartiers populaires : un tiers d'entre eux sont de mauvais lecteurs en fin de

troisième.

Cette situation a certainement empiré depuis quatre ans, les milliers de suppressions de postes rendant les conditions d'apprentissage plus difficiles pour les enfants. Pourtant face à ces données inquiétantes, la grande question qui agite actuellement la droite gouvernementale n'est pas comment enrayer cette baisse de niveau, mais s'il faut ou non imposer un uniforme dans les écoles. À les en croire, cela permettrait de « gommer les inégalités sociales »!

Tous égaux parce que tous habillés de la même façon? L'expérience de la

Grande-Bretagne, où l'uniforme scolaire est obligatoire, prouve que ce raisonnement simpliste ne tient pas la route. En outre, c'est déjà oublier que la plupart des élèves portent un uniforme, même si ce n'est pas celui dont rêvent ces bonnes âmes mais celui imposé par la mode : jeans, blouson, baskets. C'est aussi oublier que les origines sociales transparaissent malgré tout derrière l'habit commun, ne serait-ce que par la qualité des chaussures ou du matériel scolaire.

Mais surtout, ce n'est pas un uniforme qui fera disparaître l'inégalité sociale profonde face au savoir. Même si ce n'est pas une généralité, les enfants issus

de milieu aisé ont globalement plus de connaissances générales, un vocabulaire plus riche, une curiosité intellectuelle et des capacités d'attention plus développées que ceux venant des quartiers populaires. Et cette inégalité n'est pas corrigée en inscrivant simplement le mot « prioritaire » derrière « zone d'éducation », dès lors que les moyens pour y parvenir ne suivent pas.

Agiter des bouts de chiffons en proclamant que « c'était mieux avant », voilà comment le gouvernement masque son désintérêt pour l'avenir des jeunes.

M.L.

## • Dunkerque Suicide d'un éducateur

Jeudi 17 novembre, Fabrice Hrycak, un éducateur de l'Association d'action éducative (AAE) de Dunkerque s'est pendu sous un pont. Il avait fait l'objet d'une sanction disciplinaire début septembre.

Agressé et blessé par un jeune dont il avait la charge, il s'était dégage en lui donnant un coup de tête, qui n'avait pas entraîné de blessure pour l'adolescent. Le directeur l'avait alors convoqué, non pas pour le déclarer en accident de travail puisqu'il avait deux côtes cassées, mais pour un entretien préalable à licenciement. Finalement, il avait été muté à Hazebrouck, à 40 km de Dunkerque et avait eu un avertissement. C'était une double peine illégale qu'il n'acceptait pas. Il était depuis dans un état dépressif.

Pour ses collègues de travail, la direction de l'Association – composée de dirigeants locaux du PS – a eu une grande part de responsabilité dans le suicide de Fabrice Hrycak.

Cela fait plus d'un an que le personnel de l'AAE se plaint d'une aggravation de leurs conditions de travail. Le nombre des personnes à aider augmente, mais pas celui des salariés. Une réorganisation récente n'a fait qu'empirer les choses. D'où un travail très difficile, un malaise général, un stress, qu'ils ont dénoncés à de nombreuses reprises. Mais la direction n'a rien voulu savoir. Elle s'est prononcée contre une expertise demandée par le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), en particulier sur la situation de l'unité où travaillait Fabrice. Plus, elle a assigné le CHSCT au tribunal de grande instance pour contester la nécessité d'une expertise.

Le suicide de Fabrice a provoqué une grande émotion à Dunkerque, bien au-delà du milieu éducatif. La marche en sa mémoire le lundi 21 novembre a réuni 600 personnes. Réunis en assemblée générale après la manifestation, les collègues de Fabrice veulent que les choses changent en profondeur. Et d'abord que la direction s'en aille.

Serge VIARD

### • Lycée Suger – Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

## Face au rectorat les enseignants se font respecter

Le mercredi 16 novembre, une vingtaine d'enseignants étaient en grève au lycée Suger pour s'opposer au départ d'un collègue que le rectorat voulait envoyer sur un autre lycée. En effet, ce professeur effectuait neuf heures de cours au lycée et attendait qu'on le nomme sur un autre établissement pour compléter son service. Mais après diverses erreurs du rectorat sur son autre affectation, il a appris qu'il devait quitter l'établissement. On l'envoyait faire 18 heures sur un autre lycée... mais seulement jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre!

Tout le monde était scandalisé que cet enseignant soit ainsi considéré comme un pion que l'on peut déplacer à volonté, et qu'on méprise ses élèves de la même façon. Ceux-ci ont fait une pétition

et un cortège d'enseignants et de lycéens est parti à la mairie de Saint-Denis pour demander le soutien des élus. Le rectorat a alors appelé le collègue pour lui annoncer que finalement, il restait au lycée.

Bien d'autres problèmes demeurent, en particulier le non-renouvellement du contrat de deux collègues médiatrices et le non-remplacement de professeurs absents: une classe de terminale préparant un bac professionnel de comptabilité n'a quasiment pas eu de cours de comptabilité depuis le début de l'année! Mais ce recul du rectorat, qui n'avait jusqu'à rien voulu entendre, a été ressenti comme une petite victoire et un encouragement à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO



### • Honeywell – Condé-sur-Noireau (Calvados)

## Une manifestation imposante contre la fermeture annoncée

Samedi 19 novembre, plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Condé-sur-Noireau pour protester contre la fermeture annoncée d'Honeywell. Ils étaient 2500 à 3000, ce qui est énorme pour cette ville de 5400 habitants. Tous les commerçants, solidaires, avaient fermé boutique pour la matinée et rejoint la manifestation.

Le rassemblement a eu lieu devant la mairie, où les politiques locaux ont fait une allocution. Ils faisaient piètre figure: la direction a à peine fait semblant de les consulter, au point qu'ils ont été à la première réunion en claironnant qu'ils allaient la convaincre, qu'on allait pouvoir s'arranger – c'est-à-dire payer Honeywell avec l'argent public – et qu'ils ont fini, à la seconde réunion, par reconnaître qu'Honeywell n'en avait rien à faire.

Le député de droite s'est fait huer, les manifestants lui reprochant la politique de son gouvernement, notamment les milliards donnés à la filière automobile pour laquelle travaille

Honeywell.

Ensuite, le cortège s'est mis en marche vers l'usine: la colère était grande. Tout le monde sait qu'Honeywell a de l'argent et que ses affaires marchent, d'autant que la direction est en train d'ouvrir une usine en Roumanie, subventionnée par l'Union européenne, qui produira les mêmes pièces qu'à Condé. Et les manifestants pointaient aussi du doigt Citroën, principal client de l'usine, qui a 11 milliards de liquidités, d'après son PDG lui-même.

Condé est une ville très ouvrière, très marquée par ces usines, et très marquée aussi par l'amiante, travaillée à l'usine de 1927 jusqu'aux années 1990. Alors c'est la colère et la révolte contre ce mépris des patrons, qui ont exploité et empoisonné les travailleurs pendant des années et maintenant les laissent sans rien. Tout le monde s'est donné rendez-vous afin de continuer la lutte pour les faire payer.

Correspondant LO

### Les vrais fraudeurs

Douze comptes bancaires cachés aux quatre coins du monde par la milliardaire Bettencourt, et qui abritaient 100 millions d'euros fin 2010, ont été découverts.

À l'heure de la campagne gouvernementale haineuse contre les « fraudeurs » et autres « profiteurs » que seraient les travailleurs malades ou qui trichent avec les caisses d'allocations sociales, cela vient rappeler que, du côté des grandes fortunes capitalistes, les moyens de frauder le fisc notamment et les sommes en jeu sont d'une tout autre ampleur. Et les moyens de bénéficier de complicités en haut lieu autrement plus importants.

### Juppé au service de Dassault

Après que l'émirat d'Abou Dhabi a annoncé qu'il n'achèterait finalement pas de Rafale à Dassault, Juppé, ministre des Affaires étrangères, a programmé un départ précipité, le 19 novembre, pour cet émirat du Golfe.

On ne connaît pas encore le résultat de cette mission au service de Dassault et on ne saura sûrement que bien plus tard ce que Juppé aura apporté sur la table des négociations... ou peut-être dessous! Mais dans son travail de VRP des capitalistes français, il faut être prêt à tout.

### Sida : le profit plutôt que l'assistance aux malades

L'Onusida vient de publier les dernières statistiques concernant le sida dans le monde. Le nombre de morts serait passé de 2,2 millions en 2005 à 1,8 million en 2010.

Les traitements, les anti-rétroviraux ont fait la preuve de leur efficacité. Les personnes soignées vivent plus longtemps et les contaminations diminuent. Certains parlent même d'une fin possible de la pandémie. Mais sur les 34 millions de personnes infectées par le virus du sida, seulement la moitié ont aujourd'hui accès à un traitement, essentiellement faute de moyens qui leur permettraient d'accéder à ce traitement.

Ce système fondé sur le profit laisse 17 millions de personnes mourir alors qu'on dispose des moyens de les soigner. Il est à la fois aberrant et inhumain.

### • Les 35 heures à l'hôpital

## Pour désamorcer la « bombe des RTT » : embaucher !

Créés à l'hôpital en janvier 2002, au moment du passage aux 35 heures, les comptes épargne-temps (CET) reçoivent et en fait accumulent les journées de RTT que les personnels hospitaliers ne peuvent pas prendre, malgré la diminution légale de la durée hebdomadaire du travail. Aujourd'hui les CET explosent, enflés par des millions de journées de RTT que les infirmières, les médecins et tous les personnels hospitaliers n'ont pas pu prendre.

Si on en parle aujourd'hui, c'est que normalement ces CET devraient être vidés et les congés correspondants soldés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Alors les uns et les autres cherchent des solutions. Personne ne propose que les personnels prennent les congés auxquels ils ont droit car tout le monde sait qu'alors, il faudrait pratiquement fermer les hôpitaux. On parle de faire sauter la date butoir et de

continuer à remplir les CET au-delà du 1<sup>er</sup> janvier prochain. On imagine de « monétiser » les RTT, mais avec quel argent? Celui de l'Assurance maladie?

Une seule chose est certaine: si les personnels hospitaliers n'ont pas pris leurs RTT, ce n'est

pas pour en faire des stocks, c'est parce qu'ils ne peuvent pas les prendre. C'est parce que, faute d'embauche, ce sont de fausses 35 heures qui ont été mises en place à l'hôpital où le personnel est contraint de continuer à travailler 39 heures,

voire plus, pour tenter d'assurer le fonctionnement des services.

Pour désamorcer « la bombe RTT à l'hôpital » dont tous les médias se gargarisent, il n'y a qu'une solution: embaucher!

S. G.

### • Travail en prison

## En dehors de toute légalité

Une femme détenue à la prison de Versailles a porté plainte devant le tribunal des Prud'hommes contre la société MKT Sociétal qui l'avait employée comme téléopératrice entre le 25 août 2010 et le 12 avril 2011. À cette date, le patron l'avait accusée d'avoir passé des appels personnels pendant son temps de travail et s'en était séparé. La jeune femme porte plainte pour rupture abusive de contrat de

travail et discrimination.

En effet le droit du travail s'arrête aux portes des prisons. Sous couvert de réinsertion, le détenu signe depuis 2009 un « contrat d'engagement » avec l'Administration pénitentiaire, ce qui permet en l'occurrence à MKT Sociétal de dire que la détenue n'était aucunement sa salariée mais celle de l'Administration pénitentiaire... L'avocat de la détenue estime que les salaires

des téléopératrices sont de 20% au-dessous du smic, ce qui fait bien sûr l'affaire des sociétés privées qui les emploient. Et cela ne concerne pas seulement quelques détenues mais selon l'Observatoire international des prisons... près de 6428 personnes qui y travaillent pour des sociétés privées, payées à des salaires dérisoires.

C. D.

## • Fralib – Gémenos (Bouches-du-Rhône)

### Revers judiciaire pour la direction

**Jeudi 17 novembre, la direction de Fralib a vu son plan de licenciements annulé par la cour d'appel d'Aix-en-Provence, à la grande satisfaction des salariés.**

Depuis plus d'un an, les salariés de Fralib à Gémenos, une filiale de la multinationale Unilever produisant des sachets de thé et d'infusion, luttent contre la fermeture de leur usine, et les 182 licenciements à la clef. Depuis deux mois, la direction a arrêté la production, et les salariés occupent l'usine. Ils veulent empêcher son démantèlement, notamment le départ des machines vers d'autres sites de production. Les travailleurs de Fralib multiplient les manifestations et les interventions auprès de la population, reprises dans les médias, pour faire connaître leur situation. Ils devraient manifester par exemple jeudi 24 novembre à Paris, devant le Comité d'entreprise du groupe Unilever.

Le revers judiciaire subi par Unilever le 17 novembre comporte l'annulation de son « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) par la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Les licenciements sont donc annulés jusqu'à nouvel ordre. Les mesures de reclassement des salariés ont été jugées « peu sérieuses » par le tribunal. Et pour cause : sur 102 ouvriers, 30 postes ont été proposés dans d'autres usines du groupe en France, mais le plus souvent très loin de la région (en Alsace par exemple) ; 17 postes sont aussi proposés en Pologne...

pour des salaires qui tournent autour de 500 euros par mois.

La multinationale Unilever déclare vouloir recommencer la procédure de plan social, et ne pas relancer la production à Gémenos. Et depuis des semaines, elle procède à toutes les provocations pour décourager les travailleurs. Certains d'entre eux ont par exemple reçu quelques dizaines d'euros en guise de salaire le mois dernier : ils étaient considérés comme grévistes, alors qu'il n'y a pas de travail ! Dernièrement, elle a fait intervenir des hommes de main pour essayer de faire évacuer l'usine, sans succès. Les syndicats de Fralib estiment à plus d'un million d'euros les frais d'huissiers et de gardes du corps engagés par Unilever.

Unilever aurait tout à fait les moyens de maintenir les emplois à Gémenos, au lieu de faire produire toujours davantage par moins de travailleurs, pour réduire sans cesse les coûts. Il serait tout à fait possible pour cette multinationale, qui emploie 167 000 personnes dans le monde et 3 100 en France de répartir la charge de travail entre ses usines, de manière à ne plus menacer les moyens d'existence des travailleurs. Elle pourrait le faire... à condition d'y être obligée.

Les travailleurs de Fralib n'ont pas encore obtenu de conserver leur emploi, mais par leur ténacité, ils mettent en échec depuis de longs mois Unilever, qui croyait que se débarrasser d'eux serait une simple formalité.

**Correspondant LO**

#### À l'appel du comité du groupe Fralib

**Rassemblement  
jeudi 24 novembre à 11 h, à Paris  
au métro Varenne  
pour manifester devant le Comité d'entreprise du groupe Unilever**

## • Air France

### Arrêts maladie et jours de carence non payés...

**Même si le projet a été finalement abandonné, l'annonce gouvernementale d'un quatrième jour de carence en cas d'arrêt maladie a beaucoup fait discuter parmi le personnel au sol d'Air France, soit 50 000 salariés concernés.**

Dans les ateliers et hangars d'Orly, ce qui revenait souvent était l'inquiétude quant au fait de savoir si ce quatrième jour allait être pris en charge ou pas par la direction. Et celle-ci ne répondait toujours pas aux questions posées sur ce point en réunions de délégués du personnel.

À Roissy, on notait aussi des remarques d'ouvriers et de techniciens telles que : « *C'est nous qui allons payer* » ; « *Le gouvernement essaie encore de monter le privé contre le public* », puisque le mode d'indemnisation des congés maladie et les règles de carences diffèrent sensiblement entre les deux.

Certains faisaient également remarquer que les chiffres avancés dans la grande presse et par le gouvernement sur la question – qui affirment souvent que les trois quarts des entreprises prennent à leur charge les jours de carence, compensant ainsi



leur non-remboursement par la Sécurité sociale – sont loin de refléter la réalité sur le terrain.

Ainsi, à Air France, depuis 1993 et le premier plan dit « de retour à l'équilibre » de la direction, qui s'attaquait aux conditions de travail et de rémunération du personnel, les jours de carence ne sont plus payés qu'à concurrence de deux arrêts maladie par an. À partir du troisième arrêt maladie, et sauf en cas d'hospitalisation, les jours de carence restent à la charge du travailleur. Ajoutons qu'à l'époque, la direction de la compagnie avait aussi supprimé le système antérieur des jours de maladie indemnisés

lorsqu'on l'avait avertie par téléphone le jour même.

Quant aux travailleurs des entreprises extérieures, auxquelles Air France a sous-traité au fil des ans toute une série d'activités afin de réaliser des économies à leurs dépens, leur situation est encore plus défavorable. Ceux qui relèvent de la convention collective du nettoyage, par exemple, n'ont droit à aucune compensation des jours de carence. En outre, leurs employeurs ne complètent les indemnités de la Sécurité sociale qu'à partir du douzième jour d'arrêt.

**Correspondant LO**

## • Grand prix de l'économie Et le gagnant est...

Le président de PSA, Philippe Varin, et celui de BNP Paribas, Michel Pébereau, avaient été nommés pour recevoir le Grand prix de l'économie du quotidien des milieux d'affaires *Les Échos*. Selon le quotidien, ce prix récompense « *l'homme de l'année, celui ou celle qui incarne le fait économique le plus marquant de la période* ».

Le vainqueur fut Pébereau, qui reçut ce prix le jour même où il annonçait la suppression de 1 396 postes, « *fait économique marquant* » sans doute, devançant son concurrent qui

venait pourtant de déclarer qu'il allait en supprimer plus de 5 000 en France.

Toutes filiales confondues, les réductions d'effectifs chez BNP Paribas pourraient dépasser les 2 000. Pourtant, comme les autres grandes banques, elle a empoché d'énormes profits en spéculant. Cette spéculation a engendré la crise actuelle, mais les banquiers ont obtenu que les gouvernements les renflouent, en prenant dans les poches des classes laborieuses. Maintenant, ils étranglent la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la

France aussi bientôt, en leur imposant des crédits à taux usuraire.

C'est sans doute pour ces raisons que le journal *Les Échos* dit avoir « *de très bonnes raisons de mettre à l'honneur ce banquier* ». Les travailleurs, eux, auraient toutes les raisons de mettre ces requins de la finance hors d'état de nuire, en expropriant toutes les banques pour les regrouper en une banque unique, placée sous le contrôle de son personnel et de la population travailleuse.

**M. L.**

## • Aluminium Dunkerque Rio Tinto – Loon-Plage (Nord)

### Le grand capital encore plus vorace

En 2010, Rio Tinto a engrangé 14 milliards de dollars de profits et pour le premier semestre 2011, ceux-ci sont en hausse de 27%. Pour 2015, les gros actionnaires et les dirigeants de Rio Tinto ont fixé

l'objectif de 40% de marge de profit par rapport au chiffre d'affaires!

Les gouvernements de droite comme de gauche, les médias, les banquiers et

les multinationales comme Rio Tinto prêchent l'austérité, fabriquent le chômage, nous demandent de nous serrer la ceinture et de faire des sacrifices. Rio Tinto vient d'annoncer la fermeture de

la fonderie de Lynemouth en Angleterre et plus de 600 travailleurs risquent de se retrouver au chômage.

Dans le même temps, les riches actionnaires et leurs

serviteurs font les gloutons et veulent s'empiffrer de bénéfices mirobolants. Pour en finir avec la crise, il faut impérativement mettre au régime sec ces parasites de la société!

**Correspondant LO**

### • Pépinières roseraies Georges Delbard Malicorne (Allier)

## Un patron du prêt-à-porter veut laisser en plan les salariés

Vendredi 18 novembre, près de 70 travailleurs des Pépinières roseraies Georges Delbard (PRGD) se sont retrouvés devant le palais de Justice de Montluçon pour écouter ce que la justice allait décider après que le patron, Jean-Pierre Torck, a déposé le bilan de l'entreprise.

Le juge du tribunal de commerce lui a juste donné un délai supplémentaire de six mois pour qu'il trouve un repreneur. Il a bien promis aux salariés trois mois de paie... mais n'a voulu ni s'engager par écrit, ni préciser quelles contraintes il allait prendre si ce n'est pas le cas.

Les travailleurs n'attendaient pas grand-chose de la justice pour défendre leurs emplois et garantir leurs paies, mais ils voulaient savoir ce que les pouvoirs publics allaient décider face à un patron qui veut liquider une entreprise et mettre à la porte ceux qui ont fait sa prospérité pendant des années, au prix d'un travail usant. La justice n'a pas été dure avec lui, n'a pas exigé de maintenir les emplois alors que le chômage sévit. Les représentants du patron ont tenté de rassurer les salariés. Ils voudraient que cette liquidation se fasse en douceur alors qu'elle n'est qu'injustice!

Le patron a bâti sa fortune grâce aux travailleurs et il voudrait les payer le moins possible. Le propriétaire actuel de ces pépinières est un grand bourgeois du Nord qui a constitué sa fortune dans la distribution et le prêt-à-porter féminin (il a créé la marque Camaïeu). En 2005, il avait acheté les pépinières Delbard, un fleuron dans ce secteur de production horticole. Leur domaine s'étend sur 600 hectares de terres, bénéficiant d'un savoir-faire accumulé

depuis 1935, de centaines de travailleurs professionnels, d'un réseau de distribution de jardinerie et d'un laboratoire où ont été obtenues de nombreuses et célèbres variétés de rosiers et d'espèces fruitières. Sa fortune était classée par les économistes du journal *Challenges* au 255<sup>e</sup> rang national, avec une progression entre 2010 et 2011 de 114%, passant de 70 à 150 millions d'euros.

Mais voilà, cette acquisition n'a pas dû lui rapporter assez ou ne l'a plus intéressé (comment savoir ce qu'il y a dans la tête d'un capitaliste qui s'achète une belle entreprise comme on s'achète une baguette de pain?) et depuis plus d'un an, les manœuvres ont commencé: il a déjà vendu partiellement l'entreprise, les secteurs les plus rentables comme les jardinerie, la marque, il a tenté un plan de licenciement de vingt postes pour finir par déposer le bilan. À l'annonce de la fin, les fournisseurs n'ont pas attendu pour venir récupérer leurs marchandises (produits de traitements, tracteur, palettes, etc.).

Ce qu'ont produit les salariés des pépinières Delbard n'est pas pour rien dans la fortune de ce patron qui a augmenté de 80 millions. Rien qu'avec ce « plus », il y aurait de quoi payer chacun des salariés de la pépinière, embauchés et saisonniers, avec un salaire mensuel moyen de 1 500 euros et payer les charges... pendant plus de dix ans.

Correspondant LO

### • Sevelnord – Valenciennes (Nord)

## Contre les menaces de fermeture

De 1 000 à 1 500 manifestants ont défilé dans les rues de Valenciennes samedi 19 novembre, à l'appel de la plupart des syndicats de l'usine. Le groupe PSA refuse de s'engager sur l'avenir de l'usine dont la production actuelle se termine en 2013. Après la fin du partenariat avec Fiat, PSA dit chercher un nouveau partenaire pour rentabiliser la production d'un nouveau véhicule utilitaire. Mais cela n'est pas un engagement, au contraire. Et ce n'est pas l'État qui va l'obliger à en prendre.

Le ministre de l'Industrie a défendu PSA et ses 6 800 suppressions d'emplois, et le préfet du Nord a mis sur pied une « cellule de veille et d'anticipation de l'avenir du site ». Que prétend-il anticiper? La fermeture du site?

La direction vide l'usine petit à petit: départs volontaires, mutations dans le groupe, travailleurs licenciés pour inaptitude au poste... En quelques mois, 149 travailleurs ont quitté

l'usine. En 2004, elle comptait encore plus de 4 000 travailleurs pour 2 500 actuellement.

Il est de plus en plus évident que seul un rapport des forces en faveur des travailleurs pourrait obliger PSA à s'engager à garder l'ensemble du personnel, quitte à réduire les cadences.

De nombreux habitants du Valenciennois ont rejoint les manifestants, notamment à l'appel de la Communauté

de communes de la Porte-du-Hainaut, dirigée par Alain Bocquet, député PCF, qui était entouré de nombreux élus PC, PS ou même de droite. Des délégations des usines Bombardier, Peugeot Valenciennes, Toyota Onnain, et même de PSA Aulnay étaient présentes. La centaine de manifestants venus de Sevelnord montrait que la mobilisation commence tout juste dans l'usine.

Le ton des slogans change: « C'est pas aux travailleurs de payer pour la crise du capitalisme! » était le plus repris, même par certains syndicalistes qui, hier encore, disaient qu'il fallait aider le patron et lui faire confiance pour trouver une solution...

Correspondant LO



### • CASH de Nanterre (Hauts-de-Seine)

## Patients et salariés menacés par la casse du service public de santé

Mercredi 16 novembre, un rassemblement était organisé devant l'hôpital Max-Fourestier de Nanterre. Trois cents personnes, personnel et habitants, sont venues pour dénoncer les coupes claires annoncées par l'ARS (Agence régionale de santé) pour l'hôpital.

L'ARS a décidé de supprimer les services de chirurgie, de réanimation et les urgences de nuit (36 000 passages annuels dont plus de 800 débouchent sur une hospitalisation), et de transférer ceux-ci à l'hôpital Louis-Mourier, dans la ville voisine de Colombes, qui est déjà saturé et où l'ARS vient de supprimer le service de médecine nucléaire. Si ces fermetures deviennent effectives, combien de temps supplémentaire va-t-on attendre sur un brancard aux urgences de Colombes? Sur la ville de Nanterre, qui compte 92 000 habitants, les conséquences seront désastreuses: les trois centres de santé municipaux sont déjà

saturés.

Les regroupements de ce type, instaurés par l'ARS à l'échelle de toute l'Île-de-France au prétexte des déficits de ces hôpitaux (12 millions pour Max-Fourestier et 14 pour Louis-Mourier à Colombes), se traduisent pour les usagers par un saccage révoltant du service public de santé. Ce qui choque aussi les usagers et le personnel est que ces déficits sont manifestement fabriqués: par exemple à l'hôpital de Nanterre, un bloc de chirurgie flambant neuf qui a coûté 14 millions d'euros a été ouvert en avril 2009, et l'ARS veut maintenant le fermer! Et si la chirurgie conventionnelle ferme, comment le déficit pourra-t-il être résorbé alors que c'est elle qui « rapporte » le plus, selon le système de tarification à l'acte instauré depuis 2005?

L'hôpital, dénommé aussi Centre d'accueil et de soins hospitaliers (CASH) a en son sein un secteur médico-social, le

CHAPSA, pour les personnes sans-abri. Si les urgences de nuit à Nanterre ferment, où vont-elles aller? Quel hôpital, quelle clinique les prendra en charge alors qu'elles ne sont pas solvables?

L'inquiétude gagne aussi le personnel qui vient d'apprendre que le directeur s'est vu refuser un nouvel emprunt par l'ARS, emprunt qui devait servir à honorer les fournisseurs. Sur les 1 500 personnes que compte l'hôpital, environ 400 sont contractuelles et s'inquiètent de leur avenir. Louis-Mourier à Colombes fait partie d'un autre regroupement AP-HP déjà en restructuration où des postes sont supprimés.

La mobilisation ne fait que commencer mais il est évident que personnel et usagers devront être au coude à coude pour refuser la casse programmée de l'hôpital de Nanterre.

Correspondant LO



## • Égypte

# Après la répression violente des manifestations



Après avoir violemment réprimé les manifestations au Caire, à Alexandrie et dans d'autres villes d'Égypte, au prix de 30 morts et près de 2 000 blessés, les généraux du Conseil suprême, à la tête de l'Égypte depuis le départ de Moubarak en février dernier, tentent à présent de calmer la colère qui s'est exprimée.

Le maréchal Tantaoui a en effet multiplié, le 22 novembre, les annonces censées apaiser les manifestants, et derrière eux, une partie de la population. Ainsi, il a déclaré accepter la démission du gouvernement Charaf, mais a aussi assuré que l'élection législative du 28 novembre se tiendrait comme prévu et qu'une élection présidentielle serait organisée en 2012. Il s'est même dit, au nom des généraux, prêt à « laisser le pouvoir au peuple »... à la condition qu'un référendum le demande.

Il s'agit là de la réponse des généraux à la situation qui s'était développée depuis plusieurs jours, pendant lesquels des milliers de manifestants, nombreux et déterminés, réclamaient aux cris de « Tantaoui, dégage ! » que le Conseil suprême passe la main. Il est vrai que, depuis neuf mois, depuis que Moubarak a été contraint de quitter la place, la population n'a guère vu de changement : le pouvoir est toujours entre les mains de l'armée, c'est-à-dire d'un état-major dont le chef est Tantaoui, l'ancien chef de la garde personnelle et ministre de la Défense de Moubarak. La « transition démocratique » promise en février a consisté en réalité à laisser le pouvoir à l'armée, comme c'était en fait le cas depuis des décennies déjà.

L'armée, en Égypte, est une puissance qui défend ses propres intérêts, investis dans les industries et les services d'État. Mais surtout, dans ce pays, où une grande partie de la population vit dans une misère profonde, où les richesses sont pillées par l'impérialisme mais aussi par une bourgeoisie cupide, l'armée protège les intérêts des grands groupes capitalistes, ceux des « investisseurs »

qui souhaiteraient continuer d'empocher sereinement les bénéfices dégagés par le travail de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans pauvres. Tous ces profiteurs, pour exercer le pouvoir, ont besoin de la dictature plus ou moins voilée dont l'armée est la colonne vertébrale et qui garantit la stabilité que la bourgeoisie exige.

En février dernier, en lâchant Moubarak sur le conseil de leurs amis impérialistes, les chefs de l'armée ont pu éviter d'apparaître trop compromis avec le régime honni, et ont même réussi à présenter l'armée comme la garante des droits de la population. Mais ce masque s'est progressivement déchiré devant la persistance et l'aggravation des difficultés et même de la misère. Or les injustices criantes, la misère de millions de gens en ville et dans les campagnes, voilà bien le dernier souci de la clique au pouvoir.

Les espoirs de l'après-Moubarak ont été d'autant plus déçus que les agissements de la police, des services secrets et de l'armée sont restés les mêmes. Les arrestations arbitraires, le recours aux tribunaux militaires – 12 000 procès d'opposants en neuf mois – la répression des manifestations, rien n'a changé, au contraire, comme en témoignaient des jeunes manifestants de la place Tahrir. Les petites manœuvres et provocations, destinées à dresser une partie de la population contre une autre, ont perduré elles aussi, comme l'ont montré les incendies d'églises chrétiennes ou la répression des manifestants coptes.

Le mécontentement éclate maintenant, en prenant directement pour cible cette armée qui s'était plus ou moins

prétendue garante d'un changement, même s'il est difficile de savoir quelle est l'ampleur et quelles sont les forces réelles de l'opposition qui s'exprime ces jours-ci, dans quelle mesure les masses populaires se reconnaissent dans les manifestants de la place Tahrir. Il s'y rencontre aussi bien des partis intégristes mécontents de certaines déclarations gouvernementales – comme un certain « document Selmi » qui évoquait l'évolution éventuelle vers un État non confessionnel – que des jeunes s'affirmant révolutionnaires.

Il est certain que l'état-major est loin d'avoir réussi à asseoir un nouveau pouvoir qui permettrait de faire taire les divers mécontentements. Mais il est également clair que, face à ce pouvoir, l'opposition populaire elle-même n'a pas réussi à se donner des objectifs autres que celui de « Tantaoui dégage » qui semble faire l'unanimité comme a pu le faire précédemment celui de « Moubarak dégage ».

Or face à l'armée au pouvoir, à cet appareil d'État qui cherche à maintenir les prérogatives des classes possédantes, les travailleurs, les paysans et toutes les masses pauvres d'Égypte ne pourront imposer leurs exigences vitales qu'en établissant un pouvoir qui représente vraiment les opprimés, qui leur permette d'exercer un véritable contrôle sur les richesses du pays et sur l'ensemble de l'économie.

C'est peut-être au travers des luttes actuelles, au sein de la classe ouvrière en particulier, que cette perspective peut s'ouvrir.

Viviane LAFONT

## Meetings avec Nathalie Arthaud

candidate de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle



### Troyes

jeudi 24 novembre à 20 h

Amphithéâtre du Petit Louvre  
À l'angle des rues Linard-Gonthier et Boucherat

### Montluçon

samedi 26 novembre à 17 h 30

Centre Athanor

### Figeac

mardi 29 novembre à 20 h

Salle Roger-Laval (ancien CES)  
2, rue Victor-Delbos

### Perpignan

mercredi 30 novembre à 20 h

Salle des Libertés, rue Bartissol

### Chalon-sur-Saône

jeudi 8 décembre à 19 h

Maison des syndicats – Salle N° 3

### Albi

samedi 10 décembre à 18 h

Hôtel Chiffre – 50, rue Séré-de-Rivières  
(près de la place du Vigan)

### Rodez

dimanche 11 décembre à 15 h

Salle du parking Foch  
Boulevard Gally

### La Rochelle

mardi 13 décembre à 20 h 30

Salle Amos-Barbot  
37, rue du Collège

### Angoulême

samedi 17 décembre à 15 h

Salle de la MJC Grande Garenne  
40, rue Pierre-Aumaître